

## Chapitre 2: La deuxième République (1848 — 1852).

Quatre ans et demi seulement (de février 1848 à décembre 1852), marqués par l'un des pires massacres de l'Histoire parisienne (en juin 1848), par une élection présidentielle ratée qui amena au pouvoir un ennemi de la République (en décembre 1848), enfin par un coup d'État qui ouvrit la voie à vingt années de régime autoritaire (en décembre 1851); presque aucune réforme réellement accomplie, à l'exception notable du suffrage universel; un divorce entre les socialistes et la démocratie représentative, une méfiance durable des conservateurs envers le suffrage universel: le bilan semble lourd.

Pourtant, la **IIe République, malgré son échec, a gardé une place très positive dans la mémoire historique des Français.** D'abord parce que ce fut une République au cœur de ce XIXe siècle marqué surtout, jusqu'en 1879, par des régimes monarchiques, réactionnaires ou autoritaires; une geste glorieuse (tout au moins dans les premiers mois), sinon couronnée de succès — on se souvient davantage des bonnes intentions que des échecs concrets. Ensuite, parce que le *casting* du drame est impressionnant: Lamartine, Victor Hugo, Thiers, Louis-Napoléon Bonaparte — sans oublier deux témoins privilégiés des événements parisiens de l'époque, Karl Marx et Gustave Flaubert: l'action de *L'éducation sentimentale* se déroule en grande partie au printemps 1848. Les soucis, les émotions de ces hommes nous parlent davantage que ceux des révolutionnaires de 1789, dans un monde déjà infiniment plus proche du nôtre, un monde où le problème essentiel n'était plus celui des privilèges et du poids politique de la noblesse, de la propriété de la terre, mais celui de la lutte contre la pauvreté, notamment ouvrière, et de la conquête d'une véritable égalité sociale: **c'est sous la IIe République que le problème social est devenu l'axe autour duquel tourne la vie politique française.** Enfin, et c'est directement lié à ce qui précède, parce que certains des espoirs suscités, certaines des idées lancés par les "quarante-huitards" ont eu une brillante postérité, dans la tradition de la gauche française, ou même dans la tradition républicaine en général: l'idée de droit au travail par exemple.

### I-De l'"illusion lyrique" aux Journées de Juin.

#### A) Les réformes: février-mars 1848.

A sa naissance, le nouveau régime semblait bénéficier de **circonstances particulièrement favorables.**

D'abord, **peu de sang avait été versé** et il n'y avait pas eu de pillage généralisé, ce qui rassurait les possédants. Seules les Tuileries avaient été pillées, ainsi que quelques châteaux appartenant aux Orléans, et aussi les propriétés des Rothschild, symboles de la haute banque et de l'affairisme du régime déchu (par exemple le château de Suresnes).

Par ailleurs, **il n'y avait pour ainsi dire pas eu de résistance** à l'insurrection, même en province où pourtant les fonctionnaires républicains mirent plusieurs jours à s'installer. Louis-Philippe s'était enfui, sans être poursuivi, pour l'Angleterre, où il mourut en août 1850 sans plus avoir fait parler de lui; Guizot l'avait suivi (pour un an). L'ensemble de la fonction publique se rallia au nouveau régime, ainsi qu'une partie du personnel politique orléaniste, ravi d'être débarrassé de Guizot: ce fut le cas notamment de Thiers. Une partie de **l'Église**, exaspérée par la loi Guizot sur l'enseignement (qu'elle tenait pour une agression anticléricale) et plus généralement par le libéralisme ploutocratique de la monarchie de Juillet, **se découvrit également des sympathies républicaines**; les valeurs de solidarité, le souci des pauvres qu'affichaient les révolutionnaires n'étaient-ils pas aussi le patrimoine des catholiques? Et contrairement à celles de 1789 et de 1830, la révolution de 1848 n'avait été anticléricale. On allait vite constater ce que cet enthousiasme républicain avait d'artificiel, chez des gens hostiles à l'idée de liberté et à tout suffrage et partisans d'un retour à l'Ancien Régime; mais tout le monde était si soulagé de la chute de Guizot! Dès le lendemain de la proclamation de la République Mgr Affre, archevêque de Paris, fit célébrer un service religieux pour les victimes de l'insurrection; une semaine après, il recommanda aux fidèles d'accepter le nouveau régime. Même des catholiques de tradition légitimiste, comme le journaliste Louis Veuillot, crurent pouvoir se rallier. Ce fut aussi durant ces premières semaines de la République que les prêtres libéraux disciples de Lamennais, pourtant archi-minoritaires dans l'institution ecclésiastique, connurent un bref moment de notoriété et d'influence. Deux d'entre eux, Henri **Lacordaire** (1802-1861)<sup>1</sup> et le Lyonnais Frédéric **Ozanam** (1813-1853)<sup>1</sup>, lancèrent un journal au titre significatif, *L'Ère*

---

<sup>1</sup> Διφωνναιο, Λαχορδαιρε φιτ δεο [τυδεο δε δροιτ, δ[χιδα δε δεπενιρ πρ|τρε ϙ λ@γε δε πιγγτ-δευξ ανο ετ φυτ ορδονν[ εν 1827. Αυ δ[βυτ δεο ανν[εο 1830, ιλ φυτ απεχ λε χομτε δε Μονταλεμβερετ λε πλυο προχηε χολλαβορατευρ δε Λαμενναιο. Ιλ ρομπιτ απεχ λυι λοροσθυε χελυι-χι οα[λοιγνα δε λ@γλισε; δεμευρ[ πρ|τρε, ιλ δεπειντ υν πρ[διχατευρ χορνυ. Δανο λεο ανν[εο 1840 ιλ ρεοταυρα λ@ορδρε δομινιχαιν εν Φρανχε; ϙ χεττε [ποθυε ιλ [ταιτ προχηε δε

nouvelle; Lamennais lui-même fonda *Le Peuple constituant*. Voici deux brèves phrases relevées dans le premier des ces organes, et typiques du ton de l'époque:

« Il y a aujourd'hui deux forces victorieuses en France: la nation et la religion, le peuple même et Jésus-Christ ». « La révolution de 1848, c'est la révolution de ceux qui n'ont rien contre ceux qui ont trop ».

Enfin la forme républicaine du régime n'était pas contestée. À l'évidence, la deuxième synthèse de la monarchie et du libéralisme, telle que Louis-Philippe l'avait tentée (après les révolutionnaires de 1789), avait échoué, tout comme avait échoué en 1830 la monarchie réactionnaire de la branche aînée des Bourbon (après l'Ancien Régime): de ce fait, **c'était l'idée monarchique** dans son ensemble **qui semblait discréditée** — personne ne pensait à la troisième sorte de monarchie, celle qu'avait incarné Napoléon. De plus, les royalistes s'étaient déconsidérés par leurs divisions et l'absence de résistance dont ils avaient fait preuve face à l'épreuve. Quant à **la République**, exaltée par les principaux historiens de l'époque et par la nostalgie des derniers acteurs encore vivants de la geste révolutionnaire et impériale<sup>2</sup>, elle **se trouvait désormais associée** sans équivoque **à l'idée de liberté** (ce qui n'était pas évident de la première, celle de 1792). Les souvenirs les plus douloureux de la Terreur avaient tendance à s'estomper, l'exaltation révolutionnaire du moment aidant: toute Révolution était bonne, disaient beaucoup, et même si ce n'était pas tout à fait vrai, que faire d'autre lorsque l'autre camp n'avait offert aucun espace pour des évolutions pacifiques? **Certains, qui n'étaient pas révolutionnaires de doctrine, l'étaient devenus de nécessité.**

Et puis, en cette fin février 1848, l'heure n'était pas à la Terreur, mais à l'exaltation romantique, à la fraternité affichée et mise en scène; cet état d'esprit (fort éphémère) est resté sous le nom, peu flatteur, d'"**illusion lyrique**". La correspondance d'une Anglaise, la baronne Bondes, donne une bonne idée de l'atmosphère des tout premiers jours:

« Je ne peux vous dire combien la foule est aimable. Je n'ai pas jugé opportun de me faire accompagner d'un domestique, mais les groupes me cèdent le haut du pavé en disant: "vive la République, Madame!". Je m'incline et je passe ».

Le Hongrois Rodolphe Apponyi notait le premier mars:

« On ne saurait être plus poli qu'on ne l'est dans les rues: jamais dans aucun temps je n'ai vu les basses classes plus prévenantes qu'elles ne le sont pour tout le monde. Cette jalousie qui se manifestait autrefois pour les hautes classes a complètement disparu ».

On baguenaudait dans les rues, on manifestait, on chantait (« chapeau bas devant la casquette / À genoux devant l'ouvrier... »), les bourgeois se baptisaient "ouvrier notaire" ou "ouvrier homme de lettres"; on félicitait les acteurs du changement (voyez la description de Flaubert dans *L'éducation sentimentale*), on envoyait au gouvernement provisoire des délégations bavardes au mandat confus; on plantait des arbres de la liberté, souvenir de la grande Révolution, que des prêtres venaient bénir<sup>3</sup>. La perception dominante était que grâce à la République, la nation s'était réconciliée, ce qui donnait raison à Michelet: c'était la fraternisation de "la blouse" et de "l'habit", c'est-à-dire des classes sociales entre elles.

En ces premiers jours de la IIe République **les souvenirs de 1789 étaient très présents**: outre les arbres de la liberté déjà évoqués on assista à une floraison de clubs, « les rouges et les bleus, les furibonds et les tranquilles, les puritains, les débraillés, les mystiques et les pochards, ceux où l'on déclarait la mort des rois, ceux où l'on dénonçait les fraudes de l'épicerie » (Flaubert). On s'entre-appelait "citoyen", on terminait les lettres

---

Βυχηζ. Δ[πτυ] ϙ λα Χονστιτυαντε εν 1848, ιλ δ[μισσιοννα απρ]σ λες [π]νεμεντο δε μαι, σε ρετιρα δε λα πιε πολιτιθυε, αχχεπτα λα διρεχτιον δουν χολλ[γε] δομινιχαιν ϙ Ουλλινσ δανσ λα βανλιευε λψονναισε (εν 1852), πυισ σε ρετιρα ϙ Σορ[ζε] (εν 1854) ο] ιλ μουρυτ. Πευ απαντ, σα μορτ ιλ απαιτ [τ] [λυ ϙ λεΑχαδ[μ]ιε φραν]αισε.

<sup>1</sup> Οζαναμ [ταιτ ν] ϙ Μιλαν ετ απαιτ φαιτ σεσ [τυδεσ σεχονδαιρεσ ϙ Λψον; πυισ ιλ απαιτ [τυδι] λε δροιτ ϙ Παρισ, ο] ιλ απαιτ ρενχοντρ] Χηατεαυβριανδ, Λαμενναισ, Μονταλεμβερετ ετ Λαχορδαιρε. Ιλ παρταγεα σα πιε εντρε δουνε παρτ λεενσειγνεμεντ ετ δεσ ρεχηερχηεσ φυριδιθυεσ, πυισ ηιστοριθυεσ, δεαυτρε παρτ λεαχτιον σοχιαλε ετ ρελιγιευσε. Εν 1833 ιλ χρ[α] λα Σοχι[τ] δε σαιντ ζινχεντ δε Παυλ, υν οργανισμε λα|χ δεασσιστανχε παροισσιαλε θυι φουα υν ρ|λε ιμπορταντ φυσθυεαυ μιλιευ δυ ΞΞε σι|χλε. Εν 1848, Οζαναμ φυτ πλυσ προχηε δεσ σοχιαλιστεσ θυε λες αυτρεσ χατηολιθυεσ σοχιαυξ.

<sup>2</sup> Ιλ ρεσταιτ μ|με υν συρπιωπαντ δε λα Χονπεντιον, Τηιβανδευαυ, θυι φιγυρα δανσ πλυσειυροσ ασσεμβλ[ε]σ φυσθυε ϙ λα φιν δε λα Ιε Ρ[τυβ]λιθυε.

<sup>3</sup> Μαυριχε Αγυληον [χριτ, ϙ προποσ δεσ αρβρεσ δε λα λιβερετ]: ⇔ λε χοντραστε εστ ιχι χομπλετ απεχ λες λενδεμαινσ δε λα ρ[πολυτιον] δε φυιλλετ 1830, ο] λ[ον] απαιτ αυσσι πλαντ[ε] δεσ αρβρεσ, μαισ σανσ πρ|τρε, ετ πλυτ |τ χομμε υν σψμβολε λα|χ οπποσ[ε] χονσχιεμμεντ αυξ [ρεχτιονσ] δε χροιξ δε μισσιον δ[α]παντ 1830. Εν 1848 αυ χοντραιρε λ[α]αρβρε ν[ε]εστ πλυσ υνε αντιχροιξ, ιλ εν σεραιτ πλυτ |τ, σι λ[ον] οσε διρε, υνε εσθυισσε, υνε αππροχηε ≈.

par la formule "salut et fraternité". Certains, comme Barbès et Blanqui, se prenaient plus ou moins pour Marat ou pour Hébert, reprenaient leur rhétorique — Marx, agacé par ces singeries, affichait le plus grand mépris envers cette agitation qu'il traita de « bégalement de l'Histoire »: pour lui ce n'était pas une vraie révolution, puisqu'elle ne s'était pas accompagnée d'un changement de classe dirigeante, puisque la bourgeoisie demeurait au pouvoir avant comme après la chute de la monarchie de Juillet. Mais dans l'héritage riche et complexe de la grande Révolution, à part quelques dérapages verbaux l'on s'en tenait dans l'ensemble à la première phase, celle de 1789-1791, celle de la liberté conquérante: le peuple parisien ne semblait pas vouloir recommencer 1793, la Terreur et les guerres.

Par ailleurs, c'était une époque où l'on pouvait être fier d'être français, d'être de ce pays qui avait fait la grande Révolution et qui venait à nouveau de renvoyer ses rois, d'appartenir à ce peuple qui avait, en quelque sorte, donné la liberté au monde, qui avait combattu les tyrans entre 1792 et 1815 (je reprendrai ces thèmes au début du chapitre 5), qui maintenant était le premier peuple d'Europe à se doter de deux ministres socialistes (voyez un peu plus bas): peuple d'avant-garde vraiment. Dans les semaines suivant l'insurrection parisienne, des révolutions n'avaient-elles pas éclaté un peu partout en Italie et en Allemagne<sup>1</sup>, faisant de ce début de l'année 1848 ce qu'on allait appeler un peu plus tard "le printemps des peuples"? La France humiliée en 1815, comme éteinte depuis dans la grisaille des monarchies plus ou moins constitutionnelles, était redevenue le centre de l'attention de l'Europe en même temps qu'elle était redevenue la patrie de la liberté et des droits de l'homme: un phare pour l'humanité progressiste, la porteuse de la flamme de l'avenir, le soldat de l'idéal<sup>2</sup>. Réconciliation des classes, réconciliation des peuples... Cela n'allait pas, du reste, sans une certaine condescendance, sans un certain mépris pour les autres nations d'Europe, arriérées, bonnes à délivrer de leurs chaînes de gré ou de force disaient certains; bien sûr ce n'était pas exactement du racisme, mais pour ceux qui avaient subi ce genre d'assauts d'altruisme entre 1795 et 1813 la différence n'était peut-être pas bien grande. Cette fois-ci cependant les choses se passèrent sans combats: la II<sup>e</sup> République ne tenta pas d'imposer ses principes par les armes. Au contraire, dans les premiers jours la sympathie des révolutionnaires européens s'afficha à Paris tout aussi lyriquement que les références à la grande Révolution. La même baronne Bondes, déjà nettement moins rassurée et enthousiaste quelques jours après la lettre citée plus haut, décrivit acridement toute cette atmosphère:

« Rien ne peut être plus désagréable que les rues à présent; à un coin vous trouvez une foule épaisse plantant un arbre de la liberté et hurlant le refrain des Girondins; vous allez dans un quartier moins fréquenté, et vous tombez sur des milliers de gamins déguisés en soldats et brillant la Marseillaise; ce sont les enfants trouvés de Paris. Un peu plus loin, ce sont deux mille femmes qui défilent, portant un drapeau tricolore avec l'inscription "Vésuviennes", et je crois qu'il vaut mieux ne pas trop chercher à connaître leur distraction préférée. Sur les Champs-Élysées, on rencontre des Allemands avec trois plumes au chapeau et deux drapeaux, l'un français et l'autre rouge, noir et or, et on ne comprend rien à ce qu'ils disent. Si on poussait plus loin, ce serait la Légion polonaise, ou les réfugiés italiens, ou les ouvriers boulangers, ou les porteurs d'eau, tous sortis pour revendiquer quelque faveur politique. Hier, c'était la Mi-Carême, et toutes les fleuristes des Boulevards portaient un masque de velours noir, un corsage décolleté avec collier de perles, des fleurs dans les cheveux, et une jupe remarquablement courte; je soupçonne les Boulevards de s'apprêter à devenir ce qu'était le Palais-Royal dans mon enfance, un lieu où sous le règne de la Liberté "tous les commerces se font à toute heure" ...<sup>3</sup>».

Cependant il y avait d'autres éléments plus inquiétants. D'abord l'agitation, manifestations et grèves, continua après la proclamation de la République, car la crise économique n'avait pas cessé. D'autre part, beaucoup de serviteurs de la République étaient en fait des "républicains du lendemain" (selon une expression du ministre de l'Intérieur Ledru-Rollin), c'est-à-dire d'anciens serviteurs de la monarchie qui n'avaient eu d'autre choix que d'accepter le nouveau régime triomphant, mais qui étaient tout sauf des républicains de conviction; ces serviteurs à la loyauté douteuse, la République était bien forcée de les accepter, car du fait de la soudaineté des

<sup>1</sup> θε πουσ ραππελλε θυεϙ λε[ποθυε ιλ σεαγισσαιτ δε δευξ εξπρεσσιον γ[ογραπηθυεσ... ετ φε σουλιγγε θυεϙ λε[ποθυε λεμπιρε δεαυτριχηε φαισαιτ παρτιε δεσ παψσ θυε λεον θυαλιφιαιτ δεβαλλεμανδσV.

<sup>2</sup> P[φ[ρενχε ϙ Χλεμενχεαυ: ποψεξ αυ χηαπιτρε 9.

<sup>3</sup> Λε Παλαισ-Ροψαλ απαιτ [τ[ υν γρανδ λιευ δε προστιτυιον σουσ λα P[πολυτιον, χομμε λα χομπτινε εν γαρδε λα τραχε: ⇔ λε Παλαισ-Ροψαλ εστ δανσ μον θυατιερ / Τουσ λεσ φευνεσ φιλλεσ σοντ ϙ μαριερ ≈. Λε δραπεαυ αλλεμανδ νοιρ, ρουγε ετ ορ [ταιτ ϙ λε[ποθυε χελυι δεσ νατιοναλιστεσ λιβ[ραυξ; θυαντ αυξ V[συπιεννεσV, ιλ δοιτ σεαγιρ δευνε ρ[φ[ρενχε αυξ VτριχοτευσεσV, χεσ φεμμεσ δυ πευπλε δε Παρισ θυι σουτεναιεντ πιολεμμεντ λα Τερρευρ; μιαισ λε ζ[συπε σε τρουπε πρ[σ δε Ναπλεσ, θυι πεναιτ δε χοννα[τρε αυσσι σα P[πολυτιον.

événements elle n'avait pas eu le temps de former son propre personnel administratif et politique. Les "**républicains de la veille**", ceux qui avaient affiché leurs convictions dès avant 1848 et avaient combattu pour elles sur les barricades, étaient peu nombreux; exclus du pouvoir avant 1848, ils n'avaient pas l'habitude des affaires publiques. Quant à l'opinion... Le pays, par conformisme, acceptait la République comme, par conformisme, il avait accepté dix-huit ans de monarchie de Juillet, sans trop y penser: les problèmes de forme du régime ne concernaient pas grand-monde dans la France profonde des fermes et des ateliers. On voulait croire, parce que la minorité d'enthousiastes le répétait, que le nouveau régime allait résoudre les problèmes, mais c'était une popularité fragile: **les Français n'étaient pas encore véritablement républicains**.

Surtout, **les républicains étaient divisés**, même si pour l'instant ils minimisaient ou niaient leurs divisions. On le voit bien en analysant **la composition du gouvernement provisoire** formé au lendemain de l'émeute, qui s'était constitué par fusion de deux équipes très différentes, qui eurent du mal à travailler ensemble.

Une première équipe, forte de sept membres, venait de la chambre des députés dont elle constituait l'extrême-gauche, et aussi du journal *Le National* auquel presque tous ses membres avaient collaboré. On y trouvait l'académicien François Arago, astronome et vulgarisateur scientifique; le vétéran de la grande Révolution Dupont de L'Eure, Crémieux, Marie, Marrast, Garnier-Pagès et le poète **Lamartine**, alors au faite de sa gloire littéraire, qui reçut le ministère des Affaires étrangères, le portefeuille le plus en vue (officiellement, le chef du ministère était Dupont de L'Eure). C'étaient **des notables libéraux**: ils voulaient refaire la révolution politique qui avait échoué en 1830, mais n'envisageaient aucune transformation de la société. Ils pensaient réconcilier le peuple grâce au suffrage universel, panacée censée venir à bout de tous les maux du pays. Lamartine y ajoutait un mépris pour le bourgeois, et un souci du sort des pauvres, auxquels ses origines aristocratiques n'étaient pas étrangères, mais qui contribuaient à le rapprocher de la gauche socialisante.

Une autre équipe, forte de quatre membres, était issue de l'insurrection, et plus particulièrement de l'équipe du journal radical *La Réforme*; au soir du 24 février, ils avaient commencé à former un gouvernement provisoire à l'Hôtel de Ville, lieu symbolique des révolutions parisiennes, en même temps que l'extrême-gauche parlementaire formait le sien au Palais-Bourbon; des négociations avaient abouti à la formation d'un seul gouvernement. Les membres de cette seconde équipe étaient Ledru-Rollin (qui servait de "pont" entre les deux équipes, car il était par ailleurs député), Flocon, mais surtout le socialiste **Louis Blanc** et enfin Albert (de son vrai nom Alexandre Martin), leader d'une société secrète socialiste, premier ouvrier à avoir participé à un gouvernement en France (il ne joua qu'un rôle effacé — du reste, de ces quatre personnes, seul Ledru-Rollin, le plus "respectable", reçut un ministère précis, l'Intérieur<sup>1</sup>).

Eux affichaient des préoccupations sociales. **Ils étaient influencés**, à des degrés divers, **par les idées socialistes**: pour eux, la République devait servir avant tout à améliorer le sort des pauvres, à changer les rapports de production; ils rêvaient d'un contrôle accru de l'économie par l'État. Mais ils partageaient la conviction que la société pouvait changer sans heurts graves sous l'impulsion de réformes menées par un pouvoir bienveillant, l'espoir d'une République fraternelle et réformiste (mais aussi, assez contradictoirement, le culte de Robespierre, dictateur vertueux — culte fort répandu à gauche, il est vrai). D'une certaine manière, ce n'étaient pas plus des révolutionnaires que les gens du *National*: une fois vaincu, forcément par l'insurrection, l'obstacle *politique* du régime de Juillet, ils ne voyaient pas la nécessité d'autres violences de nature *sociale*. Cette modération était dénoncée par Marx et par de nombreux socialistes radicaux — pour Marx, il fallait changer la société avant de changer l'État, les infrastructures avant les superstructures; faute de quoi, prisonniers des anciennes structures, les républicains ne feraient que gérer la société ancienne au lieu de la détruire. Cela ne voulait pas dire que Marx prônait la violence *a priori*; mais il prônait un changement radical.

Toujours est-il que ce gouvernement provisoire adopta une série de **réformes** qui constituent l'héritage essentiel de la IIe République.

Certaines de ces réformes furent d'ordre symbolique. Dès le 24 février on adopta officiellement la République, sans attendre la réunion de la Constituante; c'était qu'on avait gardé le souvenir du tour de passe-passe de 1830! En revanche le gouvernement fit le choix de conserver le **drapeau tricolore**: bien qu'il eût été celui de la monarchie de Juillet, il fut finalement préféré au drapeau rouge, l'un des emblèmes de l'extrême-gauche jacobine et, depuis peu, des plus politisés des socialistes. Ce fut un célèbre discours de Lamartine, prononcé le lendemain, qui emporta la décision:

---

<sup>1</sup> Ουτρε δεσ μεμβρεσ δυ γουπερνεμεντ θυι νεαπαιεντ πασ δε μινιστ(ρε, ιλ ψ απαιτ παρ αιλλεурс δεσ μινιστρεσ θυι ν[ ]απαιεντ πασ λε ρανγ δε μεμβρεσ δυ γουπερνεμεντ προπισοιρε, παρμι λεσθυελοσ σιχτορ Σχη[ ]λχηερ ϙ λα Μαρινε. Εν ρ[ ]αλιτ[ ], √γουπερνεμεντ√ σιγνιφιαιτ √τ[ ]τε χολλεχτιπε δε λαεξ[ ]χυτιφ√, ετ √μινιστρε√ [ ]ταιτ σπνονψιμε δε √σερπιτευρ δε λα∩τατ απεχ υνε τ@χηε βιεν δ[ ]φινιε√. Υν μινιστρε εξχλυ δυ γουπερνεμεντ [ ]ταιτ θυελθυε χηοσε χομμε υν σεχρ[ ]ταιρε δε∩τατ αυφουρδεηυι.

« Si vous m'enlevez le drapeau tricolore, sachez-le bien, vous m'enlèverez la moitié de la force extérieure de la France! Car l'Europe ne connaît que le drapeau de ses défaites et de nos victoires dans le drapeau de la République et de l'Empire. En voyant le drapeau rouge, elle ne croira voir que le drapeau d'un parti! C'est le drapeau de la France, c'est le drapeau de nos armées victorieuses, c'est le drapeau de nos triomphes qu'il faut relever devant l'Europe. La France et le drapeau tricolore c'est une même pensée, un même prestige, une même terreur, au besoin, pour nos ennemis! Songez combien de sang il vous faudrait pour faire la renommée d'un autre drapeau! Citoyens, pour ma part, le drapeau rouge, je ne l'adopterai jamais, et je vais vous dire pourquoi je m'y oppose de toute la force de mon patriotisme: c'est que le drapeau tricolore a fait le tour du monde avec la République et l'Empire, avec vos libertés et vos gloires, et que le drapeau rouge n'a fait que le tour du Champ de Mars, traîné dans le sang du peuple »<sup>1</sup>.

La République conserva finalement le drapeau tricolore, mais agrémenté d'une rosette rouge à la hampe.

D'autres **réformes** étaient d'ordre **politique**. La République proclama la liberté complète de réunion et de presse (l'on supprima les deux prélèvements qui pesaient sur les journaux, le droit de timbre et le cautionnement<sup>2</sup>), l'ouverture de la Garde nationale à tous les Français (la monarchie de Juillet n'y admettait que ceux qui étaient en mesure de payer leurs uniformes), l'abolition de la peine de mort pour les délits politiques (cette mesure visait à exorciser le spectre de la Terreur<sup>3</sup>), l'abolition du serment de fidélité au régime pour les fonctionnaires.

La réforme la plus importante, et la plus attendue, était le **suffrage universel masculin**, voté le 5 mars 1848. Les électeurs devaient être âgés de vingt et un ans au moins, pour être éligible il fallait avoir vingt-cinq ans. Plus tard dans l'année, le député Victor Considérant proposa de discuter de l'extension du suffrage aux femmes, mais sa proposition parut si incongrue qu'elle ne fut même pas discutée. En revanche même les analphabètes, les soldats et les domestiques reçurent le droit de vote (certains auraient voulu le leur enlever au motif que les analphabètes étaient incapables de jugement politique et que les autres étaient susceptibles d'être influencés, les soldats par leurs officiers et les domestiques par leurs maîtres). Cette réforme capitale faisait passer le nombre d'électeurs de deux cent quarante mille à neuf millions: **un saut dans l'inconnu** dont personne ne mesurait l'ampleur, d'autant plus que c'était Paris qui avait renversé Louis-Philippe, non la France entière. Il n'y avait pas de sondages: personne ne savait comment allaient voter les campagnes! Aucun pays au monde, pas même les États-Unis, ne pratiquait alors le suffrage universel à l'échelon national. On décida que les élections législatives se feraient au scrutin de liste départemental: ce mode de scrutin était censé limiter l'influence des notables. Pour la même raison, l'on décida que le mandat de député ne serait pas gratuit comme sous la monarchie censitaire, mais que l'on en reviendrait au principe démocratique de la grande Révolution, l'indemnité parlementaire.

Enfin il y eut toute une série de **réformes économiques et sociales**, mais certaines restèrent au stade des bonnes intentions. Le 25 février, le gouvernement, en une formule lapidaire, « s'engage[a] à garantir du travail à tous les citoyens »: c'était le principe du **droit au travail**, qui est resté longtemps l'un des mythes et l'un des thèmes mobilisateurs de la gauche française. C'était la première fois qu'un gouvernement se donnait officiellement une mission de nature sociale... Pour donner un début d'application à cette réforme, le lendemain, le gouvernement, pour venir en aide aux travailleurs parisiens privés d'emploi par la crise, créa des **ateliers nationaux**, inspirés en apparence par les "ateliers sociaux" de Louis Blanc<sup>4</sup>. Mais, prudent, le gouvernement provisoire s'abstint de nationaliser les entreprises qui avaient fermé pendant la crise, et de les transformer en ateliers nationaux gérés par l'État. En effet il ne pouvait indemniser les propriétaires, faute d'argent; et il craignait des réactions hostiles des milieux patronaux, milieux qu'il n'avait ni les moyens, ni la volonté de briser.

<sup>1</sup> Λε σουχι αφφιχη| δε λαιοπινιον δε λαιουροπε σαιοξιπλιθνε παρ λε φαιτ θνε Λαμαρτινε |ταιτ μινιστρε δεσ Αφφαιρεσ |τρανγ|ρεσ.

<sup>2</sup> Απαντ 1848, ιλ φαλλαιτ ιμπριμερ λεσ φουρναυξ συρ δυ παπιερ Βτιμβρ|Β (εν φαιτ, φιλιγραν|), θυι χο|ταιτ πλυσ χηερ ετ δοντ λε γουπερνεμεντ χοντρ|λαιτ λαιοαττριβυτιον. Δε πλυσ, λορσθνε λιον λαν|αιτ υν φουρναλ ιλ φαλλαιτ δ|ποσερ υνε χαντιον □ εν πρινχιπε χεττε μεσυρε |ταιτ δεστιν|ε ς ασσυρερ λα σολπαβιλιτ| δυ φουρναλ εν χασ δε χονδαμνατιον ς υνε αμενδε; εν πρατιθνε, χε|ταιτ υν εξχελλεντ μοψεν δε δ|χουραγερ λα φλοραισον δεοργανεσ ρ|πυβλιχαινσ ου σοχιαλιστεσ, δοντ λεσ προμοτευρσ |ταιεντ γ|ν|ραλεμεντ δ|σαργεντ|σ.

<sup>3</sup> Μαισ ον πουπαιτ τουφουρσ |τρε χονδαμν| ς μορτ πουρ ινχενδιε πολονταιρε...

<sup>4</sup> Λε σαλαιρε περσ| παρ χεσ ατελιερσ |ταιτ τρ|σ χορρεχτ: δευξ φρανχσ παρ φουρ (ενπιρον σιξ ευροσ χινθυαντε σελον λεσ ταβλεσ δε χονπερσιον), ς πευ πρ|σ χε θνε γαγναιτ υν μαν|υπρε. Λεοργανισατιον |ταιτ δε τηπε μιλιταιρε, λεσ ουπριερσ |ταιεντ οργανισ|σ εν εσχουαδεσ δε διξ ηομμεσ, εν βριγαδεσ δε χινθ εσχουαδεσ, ετχ.; μαισ λεσ χηεφσ |ταιεντ |λυσ. Λεενσεμβλε |ταιτ χοορδονν| παρ δεσ ινγ|νιευρσ δε Χεντραλε.

En fait d'ateliers nationaux, ce furent des ateliers de bienfaisance que l'on créa, assez comparables aux "ateliers de charité" que tous les régimes précédents avaient connus: on y utilisa les sans-emploi, sans tenir compte de leur qualification originelle, d'abord à dégager les barricades, puis à divers travaux de terrassement: repaver des rues, planter des arbres — en ces temps de troubles, cela présentait l'avantage supplémentaire de les occuper. De plus la gestion des ateliers nationaux fut confiée à Marie, un homme issu de la gauche dynastique, fort hostile aux idées socialistes.

Le 28 février, il apparut une "**Commission du Gouvernement pour les Travailleurs** avec mission expresse et spéciale de s'occuper de leur sort": il s'agissait de la première ébauche d'un ministère des Affaires sociales ou du Travail, réclamé par les socialistes. Elle s'installa dans un bâtiment prestigieux, le palais du Luxembourg (là où siégeait la Chambre des pairs avant 1848), mais elle n'avait aucun pouvoir réel et se noya très vite dans les palabres; les socialistes en vinrent promptement à la considérer comme un alibi pour le gouvernement et comme un piège pour ses propres membres. Marx eut ce commentaire cruel: « tandis qu'au Luxembourg on cherchait la pierre philosophale, on frappait à l'Hôtel de Ville [le siège du reste du gouvernement] la monnaie qui avait cours ». Enfin il faut évoquer deux dernières réformes de portée immédiate: début mars, on limita la **journée de travail** des ouvriers à dix heures à Paris, douze en province; surtout ce fut **l'abolition de l'esclavage** aux colonies (voyez plus de détails au chapitre 10).

On voit que les structures de l'économie ne furent pas du tout modifiées par les réformes de février-mars 1848; encore moins celles de la société.

## **B) Les difficultés de la République et les Journées de Juin.**

La **crise économique** continuait, aggravée même par les événements politiques, les incertitudes et la désorganisation qu'ils avaient entraînés; avec elle l'agitation sociale, notamment à Paris et à Lyon (où les canuts s'attaquèrent à des couvents, non par anticléricalisme mais parce que les pensionnaires de ceux-ci, des vieillards ou des orphelins, travaillant à bas prix, leur faisaient concurrence). Ce d'autant plus que dans l'ensemble, la répression était moins violente qu'avant les journées de février, et que la République suscitait tous les espoirs. On assista un peu partout à des actes de luddisme, ainsi qu'à des troubles agraires: des barrières d'octroi<sup>1</sup> furent détruites, ainsi que des bureaux des contributions indirectes. Rien d'étonnant à ce qu'à partir du mois de mars, les épargnants effrayés perdissent confiance dans le nouveau régime et se missent à retirer leurs fonds; ce qui entraîna une crise bancaire, puis une crise boursière, lesquelles aggravèrent la crise économique. Le chômage fit un bond, les bons du trésor (c'est-à-dire les emprunts d'État) ne se plaçaient plus, l'impôt rentrant de plus en plus mal, et le gouvernement ne savait plus comment financer ses dépenses. Soit il augmentait la masse monétaire en circulation, ce qui à terme ne pouvait que provoquer une hausse des prix; mais l'inflation et ses effets avaient laissé de très mauvais souvenirs aux Français<sup>2</sup>. Soit il augmentait les impôts.

Ce fut cette dernière option qu'il choisit finalement: le 16 mars, les impôts directs augmentèrent brutalement de 45%. Cette mesure, dite "**des quarante-cinq centimes**" (par franc d'impôt) était si maladroite, surtout en période de difficultés économiques, qu'on a peine à imaginer aujourd'hui qu'un gouvernement ait pu la prendre. C'était qu'à l'époque les politiciens vivaient dans l'abstraction des grands sentiments et des belles théories, et n'avaient aucune idée des réactions électorales que pouvait provoquer une telle décision, laquelle touchait essentiellement les paysans (la majorité de l'électorat désormais): aucune élection au suffrage universel n'avait jamais eu lieu! Les généreux romantiques au pouvoir pensaient que le suffrage universel suffisait: reconnaissants envers ceux qui leur avaient permis enfin de voter, les Français voteraient forcément pour eux. Et les questions d'argent sont si subalternes... quand on a du bien! Le point de vue des paysans était tout autre: la Révolution ne leur avait pas apporté grand-chose de concret, elle s'était traduite essentiellement par une aggravation de la crise économique et par une augmentation des impôts. Cette incompréhension entre la République et les paysans fut l'une des clefs de l'échec de la IIe République. Ajoutons que l'ensemble de l'opinion, pour qui la République constituait l'espoir d'un gouvernement à bon marché par opposition à la monarchie et à ses fastes, était bien déçue. Et que certains mettaient les ateliers nationaux en accusation: ce devaient être eux qui coûtaient si cher<sup>3</sup>.

<sup>1</sup> Λεσ οχτροισ [ταιεντ δεσ ταξεσ μυνιχιπαλεσ λεπ[εσ συρ λεσ μαρχηανδισεσ θυι εντραιεντ δανσ λεσ πιλλεσ; ελλεσ [ταιεντ περ]υεσ αυξ εντρ[εσ δεσ αγγλομ]ρατιονσ, χε πουρ θυοι λεον απαιτ χονστρουιτ δεσ π[α]γεσ ετ, δανσ χερταινσ χασ, δε π[ρι]ταβλεσ ρεμπαρτσ.

<sup>2</sup> Λα βανθυερουτε δε Λαω εν 1720, λεσ ασσιγνατσ ρ[ε]πολυτιονναιρεσ απαιεντ [τ] δευξ εξπ[ρι]ενχεσ φορτ δουλουρευσεσ. Δανσ λεσ δευξ χασ, λεϷτατ απαιτ φαιτ φαιλλιτε, χεεστ-Ϸ-διρε θυειλ απαιτ δ] ρενονχερ Ϸ παψηρ σεσ χρ[ε]ανχιερσ.

<sup>3</sup> Λα μεσυρε δεσ θυαραντε-χινθ χεντιμεσ φυτ αννυλ[ε εν σεπτεμβρε: χε]τ[αι]τ τροπ ταρδ.

A Paris, il y avait des tiraillements entre l'extrême-gauche et les modérés au pouvoir. **L'extrême-gauche**, peu nombreuse mais bruyante et dotée d'une certaine force d'entraînement dans le petit peuple parisien, **voulait radicaliser la révolution**, aller plus loin que les quelques réformes de février-mars 1848; ce qui inquiétait les possédants et la province, qui craignaient un processus de radicalisation révolutionnaire comparable à celui de 1792-1793. En particulier, l'extrême-gauche commençait à **contester le suffrage universel**, dont elle se rendait bien compte qu'il ne risquait guère d'amener au pouvoir ses idées radicales, violentes, ultra-minoritaires. Les élections prochaines risquaient de la délégitimer: la légitimité de l'extrême-gauche était issue des barricades, mais la légitimité du suffrage universel était supérieure; d'autre part, quand le peuple se serait exprimé, il serait difficile de prétendre représenter sa volonté en s'opposant à ses représentants, difficile de continuer à confisquer sa voix. C'était pourquoi Blanqui, très inquiet, écrivait:

« Ces élections seront dérisoires. Le peuple ne sait pas, il faut qu'il sache. Ce n'est pas l'œuvre d'un jour, ni d'un mois (...). Les élections, si elles s'accomplissent, seront réactionnaires (...). Le parti royaliste, le seul organisé grâce à sa longue domination, va les maîtriser par l'intrigue, la corruption, les influences sociales, et sortira triomphant du scrutin. Songez-y, ce triomphe, ce serait la guerre civile, car Paris, le cœur, le cerveau de la France, Paris ne reculera pas devant le retour offensif du passé (...). **Laissez le peuple naître à la République** ».

George Sand, qui était dans sa (brève) période ultra-révolutionnaire, abondait dans le même sens:

« Les élections, si elles ne font pas triompher la vérité sociale, si elles sont l'expression des intérêts d'une caste, arrachée à la confiante loyauté du peuple, les élections, qui devraient être le salut de la République, seront sa perte, il n'en faut pas douter. Il n'y aurait alors qu'une voie de salut pour le peuple, qui a fait des barricades: ce serait de manifester une seconde fois sa volonté et d'ajourner les décisions d'une fausse représentation nationale. Ce remède extrême, déplorable, la France voudra-t-elle forcer Paris à y recourir? ».

La crainte exprimée par Blanqui et par George Sand avait un réel fondement: les Français ne savaient pas ce qu'était la République, ils manquaient d'éducation politique, ils risquaient donc de voter de manière irrationnelle, et les ennemis du régime, encore puissants dans les campagnes notamment, pouvaient en tirer parti. Ils posaient une question légitime: une démocratie manipulée est-elle toujours une démocratie? Mais les conclusions qu'ils en tiraient étaient inquiétantes: ils refusaient de s'incliner devant la volonté du peuple; pour eux, il était légitime de suspendre l'exercice de la démocratie, le temps d'éduquer le peuple à la République (mais quelle République? Et qui diable allait se charger de cette tâche, au nom de quelle légitimité?); il était même légitime de contester par la violence le résultat des élections au cas où il ne serait pas conforme aux espoirs des républicains, où il ne correspondrait pas à ce qu'eux-mêmes baptisaient "progrès, révolution"; car un vote non républicain, un vote non révolutionnaire n'était pas un vote légitime<sup>1</sup>. **Craignant un vote réactionnaire, Blanqui et Sand envisageaient en fait une dictature révolutionnaire.** L'un comme l'autre, par ailleurs, considéraient que c'était Paris qui était l'avant-garde, que c'était Paris dont il fallait respecter la volonté; les provinciaux n'étaient qu'un troupeau de naïfs à mener; quant aux paysans, ils souffraient de la tare d'être des propriétaires, et fort attachés à leur bien (et aussi à la religion): comment progresser avec un tel peuple? L'extrême-gauche n'envisageait pas de s'atteler à la tâche de les convaincre dans le cadre de la société existante, encore moins de renoncer à ses propres idées si les gens n'en voulaient pas, mais bien de les forcer à être heureux.

Conséquence directe de cet état d'esprit, en mars-avril l'extrême-gauche (notamment Blanqui) tenta à deux reprises de soulever de nouveau le peuple de Paris: il y eut deux essais de journées révolutionnaires, qui furent des échecs. Bien qu'elles eussent mobilisé des foules importantes (peut-être cent mille personnes pour la première, en mars), la plupart des socialistes refusèrent de suivre les émeutiers: ils ne se reconnaissaient pas dans l'extrême-gauche révolutionnaire; socialisme et révolution ne s'étaient pas encore assimilés (ils ne s'assimilèrent jamais complètement, du reste). Il n'y eut pas de répression, mais le gouvernement resta ferme. Lors de la journée de mars Ledru-Rollin, ministre de l'Intérieur, déclara à la foule: « vous représentez Paris, mais non la nation ». Pour lui, ministre pourtant d'un gouvernement né d'une révolution, la légitimité de l'ensemble des Français, exprimée par le suffrage universel, l'emportait sur la légitimité révolutionnaire. Après la journée d'avril, une gigantesque revue des troupes eut lieu entre l'Hôtel de Ville et la place de la Concorde: c'était la première fois depuis l'insurrection de février que l'armée rentrait dans Paris...

---

<sup>1</sup> Χε τυπε δε ραισοννεμεντ αννον| αιτ λεσ πιρεσ πρατιθυεσ πολιτιθυεσ δυ ΞΞε σι\χλε: φε πενσε ιχι ∠ Λ[νινε ρενποψαντ λ□Ασσεμβλ[ε χονσιτιυαντε ρυσσε εν φανπιερ 1918, χαρ λεσ βολχηεπικσ ν□ψ απαιεντ πασ δε μαφοριτ[... θε λααι δ[φ ∠ σιγναλ[, Λ[νινε δεπαιτ βεαυχουπ, δανσ σα τη[οριε δε λα πρισε δε πουποιρ ρ[πολυτιονναιρε, ∠ Βλανθυι ετ ∠ σεσ δεσχενδαντσ πολιτιθυεσ.

Finalement, les **élections constituentes** eurent lieu fin avril: l'extrême-gauche n'avait réussi à les retarder que de quinze jours. Le résultat en était évidemment totalement imprévisible. On vit le gouvernement essayer d'intervenir, notamment par l'intermédiaire des commissaires du gouvernement, nouveau nom des préfets; les notables de tout poil s'en mêlèrent aussi, comme l'extrême-gauche le craignait — des villages entiers allèrent voter sous la conduite de leur curé, après confession générale, ou de leur châtelain (il faut dire que c'était parfois une expédition: n'y avait pas de bureau de vote dans toutes les communes); par ailleurs il n'y avait pas d'isoloir, pas d'enveloppe, et de nombreux électeurs étaient analphabètes... La participation fut importante : 84%.

Les résultats furent sans équivoque. La gauche jacobine, socialiste ou socialisante, révolutionnaires et réformistes confondus, était écrasée: elle eut très peu d'élus (Raspail, Blanqui, Cabet furent battus), et les membres du gouvernement provisoire les plus proches de cette mouvance furent écartés du nouvel organe dirigeant formé au mois de mai, la **Commission exécutive** (une sorte de présidence collective de cinq membres: Arago, Garnier-Pagès, Marie, Lamartine et Ledru-Rollin, seul rescapé de l'équipe de *La Réforme*). En revanche, la gauche modérée remporta un succès éclatant: ainsi Lamartine fut élu dans dix départements (on pouvait à l'époque se présenter dans autant de circonscriptions qu'on le voulait; cette disposition ne fut abolie que dans les années 1880, après que le général Boulanger l'eût utilisée pour tenter de destabiliser la IIIe République). Les curés et les châtelains avaient fait voter leurs paysans pour la République... Enfin, de nombreux orléanistes (reconvertis en républicains du lendemain, mais fort conservateurs) parvinrent à se faire élire; mais Thiers, par exemple, fut battu: il était trop lié aux souvenirs de l'ancien régime malgré son passage progressif dans une molle opposition dans les années 1840. Il fut finalement élu en juin à une partielle, ainsi que Victor Hugo, alors républicain du lendemain, et un certain Louis-Napoléon Bonaparte, établi à Londres, qui l'emporta sans faire campagne<sup>1</sup>, mais démissionna aussitôt après sa victoire.

Ces résultats provoquèrent **fureur** et inquiétude **à l'extrême-gauche**. Au lendemain des élections, une manifestation fit vingt morts à Rouen, ville très touchée par le chômage et où les ateliers nationaux semblaient menacés de fermeture à la suite de la victoire des républicains modérés. Cela n'empêcha pas la Constituante de se réunir le 4 mai et de proclamer une nouvelle fois la République (le 4 mai fut la fête officielle du régime). Surtout, le **15 mai** à Paris, une autre manifestation, convoquée à l'origine pour soutenir de la Pologne révolutionnaire en lutte contre le Tsar, et sans doute quelque peu manipulée par des personnes qui avaient intérêt à déconsidérer l'extrême-gauche, dégénéra: les manifestants envahirent le Palais-Bourbon et l'on échangea quelques horions. Effrayés, les députés firent arrêter un certain nombre d'extrémistes, pas tous compromis dans l'affaire, dont Blanqui, Barbès, Raspail et Albert.

La manifestation du 15 mai montrait que le peuple parisien, ou du moins sa fraction la plus révolutionnaire, refusait le verdict du suffrage universel. Paris entendait continuer à diriger la révolution, avec ou sans mandat des électeurs: la volonté révolutionnaire l'emportait sur la légitimité populaire. Le 15 mai, Barbès, Blanqui et Raspail crurent rejouer juin 1793 (la chute des Girondins): on les arrêta alors qu'ils étaient déjà en train de former un nouveau gouvernement provisoire. Il y eut donc bien tentative de coup d'État, mais de la part d'une toute petite minorité. Les événements montraient aussi que les provinciaux, les possédants n'étaient plus disposés à accepter les foudres des Parisiens, et la pression de ceux qu'ils commençaient à désigner, avec crainte et mépris, du nom de "partageux". Ils avaient fait (ou toléré) la révolution pour des raisons politiques, mais ils ne voulaient pas de réformes sociales; ils ne voulaient surtout pas entendre parler d'une redistribution de la propriété, et étaient d'autant plus sensibles à ce sujet que celle-ci était à l'époque une conquête récente: les terres notamment avaient fait l'objet d'une gigantesque redistribution entre 1789 et 1795. L'émeute du 15 mai apparaît ainsi comme la répétition générale d'un affrontement inéluctable entre les révolutionnaires et les possédants, affrontement qui n'attendit qu'un mois pour avoir lieu. Ce furent les **Journées de Juin**.

L'épreuve de force éclata à la suite de la **dissolution des ateliers nationaux** le 21 juin<sup>2</sup>: il fut proposé à leurs employés de s'engager dans l'armée, pour les plus jeunes, ou de partir en province où des travaux de voirie les attendaient. « Cette alternative les indigna, persuadés qu'on voulait détruire la République. L'existence loin de la capitale les affligeait comme un exil; ils se voyaient mourant par les fièvres, dans des régions farouches. Pour beaucoup, d'ailleurs, accoutumés à des travaux délicats, l'agriculture semblait un avilissement; c'était un leurre enfin, une dérision, le déni formel de toutes les promesses » (Flaubert). Mais c'était que très vite les autorités n'avaient plus rien trouvé pour occuper les chômeurs parisiens (en partie du fait d'une mauvaise organisation, en partie par mauvaise volonté de la part de Marie). Désœuvrés, les employés des ateliers nationaux traînaient en bandes parfois agressives, acclamant l'extrême-gauche ou "Napoléon", effrayant le bourgeois. D'autre part, on

<sup>1</sup> Απεχ υν προγραμμε δεξτρ|με-γαυχηη, ετ δανσ θυατρε δ[παρτεμεντς διφφ|ρεντς.

<sup>2</sup> Λεσ αματευρς δε συσπενσε ου δε λιττ[ρατυρε βριταννιθυε νοτεροντ θυε χε φυτ χε μ|με φουρ, 21 φυιν 1848, θυε λα Πιερρε δε Λυνε φυτ πολ|ε.



avait engagé à peu près n'importe qui sans aucun contrôle: entre autres des provinciaux accourus dans la capitale pour profiter de l'aubaine, des vagabonds, de faux chômeurs pourvus d'un autre emploi... De ce fait, les effectifs des ateliers nationaux parisiens étaient passés de six mille personnes en mars à cent dix-sept mille en juin: un véritable gouffre financier. C'était évidemment, de nouveau, une décision très maladroite. En période de chômage élevé (et non indemnisé), il fallait une solide dose d'inconscience — et de mépris — pour imaginer que le fait de priver cent vingt mille personnes de leur revenu n'aurait aucune conséquence sociale.

À moins qu'il ne se fût agi d'une provocation destinée à provoquer la révolte et l'écrasement du prolétariat: c'est l'interprétation qu'en donnèrent l'extrême-gauche de l'époque, et à sa suite l'historiographie "de gauche" au XXe siècle, souvent quelque peu portée à la paranoïa — pas toujours à tort.

L'insurrection, totalement spontanée, dura cinq jours, du 22 au 26 juin. Elle coupa Paris en deux selon un axe nord-sud: elle se déroula à l'est d'une ligne qui allait de la porte Saint Denis à la porte d'Italie, tandis l'ouest de Paris ne bougeait pas. Marx, enthousiaste, y vit une insurrection ouvrière, une lutte de classes à l'état pur, en fait la seule véritable révolution prolétarienne de l'année 1848; la vérité est quelque peu différente. **Ce fut en fait tout le petit peuple qui se souleva**: ouvriers certes mais aussi artisans, fonctionnaires, petits patrons, en somme tous les "petits", les descendants des sans-culottes. Ils se battaient bien, parce qu'ils avaient été soldats (pour certains en Algérie, tout juste conquise) ou parce qu'ils avaient déjà participé à d'autres émeutes: ils savaient fondre des balles avec des caractères d'imprimerie ou le zinc des comptoirs des marchands de vin; la technique des barricades, qui remontait aux dernières années de la grande Révolution et avait resservi en 1830-1834 et en février 1848, était bien au point aussi, efficace face aux charges des militaires à cheval dans les rues étroites de la capitale (les chevaux s'y brisaient les pattes).

Malgré son ampleur **l'insurrection fut facilement écrasée**; elle ne parvint pas à durer, contrairement à la Commune vingt-trois ans plus tard. Inorganisée, privée de chefs et de porte-parole (elle eut tout juste des leaders de barricades ou au mieux de quartiers: un certain nombre de leaders de l'extrême-gauche, dont Blanqui, étaient en prison; d'autres comme Louis Blanc et Proudhon désapprouvèrent le recours à la violence contre la République), sans autre but que de protester, **elle ne pouvait pas dépasser le stade de l'explosion de violence désespérée et sans issue**: le mouvement social n'avait pas encore de cadres, ni légaux (il n'y avait pas de droit de grève), ni apparus de sa propre initiative (il n'y avait pas de partis, pas de syndicats): dans ces conditions les mécontents n'avaient pour alternative que de se taire ou de faire la Révolution en espérant renverser le régime et la société; mais contrairement à 1789, et même à février 1848, ils n'avaient pas le pays derrière eux, ni même l'ensemble de la population parisienne — ainsi les étudiants et les élèves des grandes écoles prirent le parti de la répression: leur idéal était la liberté, non la révolution sociale. Le pouvoir ne tenait pas les demandes des insurgés pour légitimes, et considérait avoir le droit de se défendre par la force; seuls quelques-uns de ses représentants tentèrent de négocier<sup>1</sup>. Or, contrairement à la révolution de février, les Journées de Juin ne le prirent point par surprise: trente mille soldats étaient stationnés dans la capitale, plus la garde nationale qui appuya la répression sans états d'âme, alors qu'en février elle avait soutenu l'insurrection.

On confia la répression au ministre de la Guerre, le général Eugène **Cavaignac**, un ancien d'Algérie, homme d'ordre mais républicain sûr puisque son père avait été un conventionnel régicide, et son frère Godefroy, l'un des chefs de file de la mouvance républicaine sous la monarchie de Juillet. Le bilan était terrible (à l'époque, il n'y avait pas de C.R.S. formés à une répression en douceur! C'étaient les conscrits qui chargeaient, des campagnards affolés). En cinq jours, la bataille fit mille morts du côté des forces de l'ordre, dont six généraux (parmi lesquels le général Bréa, appelé derrière une barricade pour parlementer, puis massacré) et l'archevêque de Paris, Mgr Affre, fauché par une balle perdue sur une barricade où il tentait de s'interposer: un véritable traumatisme pour les catholiques (on accusa évidemment les révoltés), déjà mal à l'aise à cause de certaines mesures "révolutionnaires" comme le suffrage universel, et inquiets, dès avant juin, de l'audience croissante, semblait-il, d'extrême-gauches très anticléricales. Du côté des insurgés, il y eut plusieurs milliers de morts, mille cinq cents personnes fusillées après l'insurrection, et vingt-cinq mille arrestations, suivies de nombreuses déportations en Algérie.

Dans l'ensemble du pays l'insurrection provoqua de l'horreur, de la répulsion et comme de la panique. Tocqueville, habituellement plus pondéré, parla d'une « **guerre de classes** », d'une sorte de « guerre servile »

---

<sup>1</sup> Ανεχδοτε ρεστ[ε φαμευση πουρ λ[α]διφιατιον δεσ ενφαντσ ρ[ε]πυβλιχαινσ ετ σοχιαλιστες: ◊ Αραγο θυι εσσαψαιτ δε παρλεμεντερ απεχ λες ινσυργ[ε]σ, πλαχε δυ Παντη[ε]σον, λε 22, υνε ποιξ ανονψμε λαν|α: ↔ αη, Μονσιευρ Αραγο, πουρθυοι νουσ φαιρε δεσ ρεπροχηεσ, πουσ ν[ε]απεξ φαμαιοσ ευ φαμ, πουσ νε σαπεξ πασ χε θυεεστ λα μισ[ε]ρε! ≈. Χε συρ θυοι Αραγο αυραιτ χονγχλυ πουρ λυι-μ[ε]με δανσ υν μυρμυρε: ↔ ιλ φαυτ θυε λα φορχε δ[ε]χιδε ≈... Ετ δε δοννερ ◊ λεαρμ[ε]ε λεορδρε δε χηαργερ (λεσ λαρμεσ αυξ ψευξ, σελον λεσ περσιονσ λεσ πλυσ μισ[ε]ριχορδιευσεσ).

(une référence aux atrocités de Spartacus, bien connues des lycéens de l'époque, tous latinistes); dans les journaux, les ouvriers étaient traités de partageux, c'est-à-dire assimilés aux plus extrémistes; de barbares aussi. À l'image du peuple parisien se superposa pour longtemps celle des excités du genre Blanqui. Des rumeurs invraisemblables couraient: ainsi on aurait trouvé sur le corps d'un insurgé un billet portant ces mots: « bon pour trois dames du faubourg Saint-Germain »... Avec la propriété, c'était la société tout entière qui se sentait menacée par les révoltés (les pauvres n'avaient certainement pas d'objectifs aussi radicaux). La blouse révoltée ne pouvait avoir pour but que le meurtre et le pillage; le socialisme était décidément « de l'ordre non pas du discutable mais du pervers ou du pathologique » (M. Agulhon). L'historien Charles Seignobos, au début de ce siècle, a fait à ce propos cette intéressante remarque (citée par M. Agulhon): « les contemporains, très habitués aux insurrections politiques [contrôlées par des notables], ne s'imaginaient pas les gens du peuple se soulevant sans chefs bourgeois, sans buts précis. **Les hommes cultivés n'avaient même pas sur les sentiments des ouvriers les notions superficielles que la littérature donne à notre génération;** des hommes du peuple se battant pour leur compte leur semblaient ne pouvoir avoir d'autre but que de piller ou de tuer ».

Avec la répression, qui frappa exclusivement la blouse, **les haines sociales se trouvèrent encore aiguës:** le peuple parisien se sentit solidaire face aux "gros" qui l'avaient écrasé, l'habit (on commençait à dire: à la bourgeoise), tandis que les possédants serrèrent les rangs face aux "partageux". Un autre acteur important de la répression des Journées de Juin fut la province: des dizaines de milliers de volontaires affluèrent de toute la France pour combattre l'insurrection. Même si la plupart n'eurent pas le temps de prendre les armes, cela contribua à donner aux Journées de Juin l'allure d'une répétition générale de la Commune: c'était la première fois que **Paris insurgée était agressée et vaincue par des forces venues de province;** c'était la fin d'une période de cinquante-neuf ans (1789-1848) pendant laquelle la capitale avait imposé sa volonté politique à la France. Avec le suffrage universel, les mécontentements des Français n'avaient plus besoin de porte-paroles; mais les Parisiens mirent une génération de plus à le comprendre.

Quelle leçon tirer de ces dramatiques événements, traité par Marx, entre autres, comme le premier grand échec des prolétaires français? Tocqueville, dans ses analyses à chaud, estimait que la révolution de 1848 était la reprise de celle de 1789, mais avec en plus une idée nouvelle, le socialisme, qui représentait l'exaspération du principe d'égalité. Cette idée existait déjà en 1789, consubstantielle à l'idée de démocratie, mais en 1848 elle avait pris le dessus sur l'idée de liberté. Les barricades de juin, élevées au nom de l'égalité, et qui menaçaient la propriété et tout l'équilibre de la société, étaient contenues dans l'enthousiasme révolutionnaire de février, qui visait l'instauration de la liberté; l'insurrection de février avait pour but de changer le gouvernement, celle de juin visait à changer la société: mais c'était qu'en 1848, de plus en plus, la gauche n'envisageait plus de changer l'un sans changer l'autre. **En quatre mois on avait bien changé d'ère politique: la question sociale était devenue la question centrale,** et le resta jusqu'aux années 1980.

Tocqueville insistait par ailleurs sur les dangers qu'avaient révélés les Journées de Juin: une société coupée en deux, et une véritable fraternité des prolétaires. Or la révolution de 1789 (avec ses conséquences économiques), si elle avait multiplié les propriétaires, avait aussi multiplié les prolétaires. Tocqueville commençait à admettre la possibilité, à percevoir le risque croissant d'une révolution sociale qu'il ne pouvait imaginer quelques années auparavant, sous la monarchie de Juillet, alors que tout le débat portait sur les réformes politiques. (Effectivement la déception des réformes avortées de février-mars, puis l'horreur de la répression, commencèrent à installer dans l'esprit de nombreux partisans du socialisme, de nombreuses figures du mouvement social naissant, l'idée que toute collaboration avec la bourgeoisie était un leurre, que Blanqui avait raison: la seule solution, c'était la révolution. **Ce fut entre juin 1848 et la Commune que le socialisme français devint révolutionnaire.**) La conclusion de Tocqueville n'avait rien pourtant d'un appel à la réaction: il déduisait de ce qui précède que pour qu'un régime libéral et démocratique pût survivre, éviter à la fois la révolution sociale et la réaction politique, il faudrait qu'il donnât un minimum de satisfactions à ceux qui souhaitaient avant tout plus d'égalité, et qui avaient toutes les chances d'être le plus grand nombre. Conclusion quelque peu utopique sur le moment, tandis les vainqueurs de l'insurrection, encore sous l'effet de la pétote, ne pensaient qu'à la vengeance! — mais elle annonçait le libéralisme social de la IIIe République après 1920, et, plus nettement, de notre XXe siècle finissant.

Dans l'immédiat, les Journées de Juin étaient **une catastrophe pour la IIe République,** qui se trouva comme vidée de sa substance. Une partie de ses partisans les plus sincères avaient été éliminés ou rendus furieux par la répression; le régime se trouvait aux mains de gens qui craignaient ses débordements, et les républicains du lendemain, dont le concours avait été indispensable à la répression, y pesaient de plus en plus lourd. De nombreux catholiques, atterrés par ce qu'ils avaient perçu comme un retour aux orgies antireligieuses de la Révolution, ne voulaient plus entendre parler de fraternité avec les forces de gauche, de réformes. Bref, au bout de quatre mois, et alors qu'il n'avait point encore d'institutions, **le régime était déjà dans l'impasse.**

## **II-L'échec de la mise en place du régime: juin 1848 - mai 1849.**

## A) La constitution de 1848.

Après la répression, la Commission exécutive démissionna et un nouveau gouvernement se forma sous la direction de **Cavaignac** (seul: on abandonna le principe de l'exécutif collectif). Aucun membre du gouvernement de février n'en faisait partie; Louis Blanc avait même dû s'exiler en Grande-Bretagne, bien qu'il n'eût pas pris part à la révolte (il ne rentra qu'en 1870, déjà âgé: cet épisode brisa sa carrière politique. Quant à Cabet, il partit aux États-Unis en décembre pour n'en plus revenir). Le gouvernement renonça à toutes les réformes dont l'on discutait depuis le printemps (on avait parlé entre autres de nationaliser les chemins de fer, c'était l'un des chevaux de bataille de Lamartine<sup>1</sup>; d'un impôt sur le revenu, d'un impôt progressif sur les successions). La seule réforme marquante de ce gouvernement fut l'émission des premiers **timbres-poste**, une mesure inspirée par l'exemple britannique (auparavant, le prix du courrier était à la charge du destinataire). Les premiers furent émis début 1849.

Au contraire, le gouvernement rétablit le **cautionnement** (pour paraître, tout journal devait verser une caution au gouvernement; elle était utilisée par exemple en cas de procès). C'e fut ainsi que Lamennais fut obligé de fermer *Le Peuple constituant*. Il commença le dernier numéro par ces mots: « il faut de l'or, beaucoup d'or, pour jouir du droit de parler. Nous ne sommes pas assez riches : **silence aux pauvres** ». Une autre loi votée en août interdit les attaques contre « le principe de propriété et les droits de la famille », ce qui permettait de réprimer à volonté toute activité socialiste. Une autre encore réglementait sévèrement l'activité des clubs (les jeunes gens et les femmes ne pouvaient plus assister à leurs réunions); on revint à la journée de travail de douze heures partout en France.

Restait à définir le futur régime: c'était la raison d'être de la Constituante. Tâche difficile, cependant, car celle-ci venait d'écraser bon nombre des partisans sincères de la République. La Constituante passa tout l'été à rédiger une **constitution** qu'elle vota en novembre 1848; Thiers joua un rôle important dans ces travaux, Tocqueville aussi y prit part.

Les constituants disposaient de trois modèles principaux: la première République française; les États-Unis; la République romaine. Ils se prononcèrent en faveur du *monocamérisme*: sur le modèle du Sénat romain et des assemblées révolutionnaires (jusqu'à Thermidor), et par hostilité aux chambres hautes qu'affectionnaient les monarchies constitutionnelles (la chambre des Pairs en France, la chambre des Lords au Royaume-Uni: ces organes représentaient les privilégiés et n'étaient pas élus au suffrage universel) tout autant qu'à l'idée américaine d'un Sénat représentant les régions ou provinces (l'idéologie républicaine était très centralisatrice, "jacobine"), il n'y aurait qu'**une seule assemblée** (de sept cent cinquante "représentants du peuple" élus pour trois ans). Cet attachement au monocamérisme est longtemps resté profond parmi les républicains, on en retrouve des traces jusqu'à la IV<sup>e</sup> République.

Les constituants choisirent également de confier l'exécutif à **un président de la République** élu pour quatre ans (l'influence du modèle américain était manifeste). Ils voulaient que l'autorité de l'État s'incarnât dans une personne, car le pays était trop marqué par la monarchie pour pouvoir se passer d'une personnalisation du pouvoir; ils voulaient aussi équilibrer le pouvoir de l'Assemblée, la Convention toute-puissante ayant laissé d'excécrables souvenirs. L'**élection** se ferait **au suffrage universel direct**, et non par les représentants du peuple ni par le biais d'un collège de grands électeurs comme en Amérique. Ce fut Lamartine qui arracha cette décision début octobre, au terme d'un discours assez délirant, où il reconnut à demi-mots que le risque existait que cette disposition aboutît à l'élection d'un Bonaparte, porté par le prestige de son nom:

« Je sais bien (...) qu'il y a des moments d'aberration dans les multitudes; qu'il y a des noms qui entraînent les foules comme le mirage entraîne le troupeau, comme le lambeau de pourpre attire les animaux privés de raison ». [Mais] « si [le peuple] se désavoue et nous désavoue nous-mêmes, eh bien! tant pis pour le peuple! Ce ne sera pas nous, ce sera lui qui aura manqué de persévérance et de courage. (...) Il faut bien laisser quelque chose à la Providence! (...) [En cas d'échec, la République] aura été un beau rêve pour la France et pour le genre humain! ».

Cependant, dans un sursaut de lucidité, les députés décidèrent qu'ils procéderaient eux-mêmes au second tour de l'élection si aucun candidat n'obtenait la majorité absolue au premier, ce qui paraissait une hypothèse raisonnable au moins pour la prochaine élection. Par ailleurs, le Président n'était pas rééligible. La constitution de 1848 souffrait d'un autre défaut grave: la séparation des pouvoirs était totale (le Président ne pouvait pas dissoudre la Chambre, il n'avait pas de droit de veto; les représentants ne pouvaient pas la renvoyer),

---

<sup>1</sup> Λαϊδ[ε] [τα]ιτ δε λεσ ασσιμιλερ αυ στατυτ δεσ ρουτεσ ροψαλεσ. Ιλ νε σεαγισσαιτ δονχ πασ δευνε ινφλυενχε δε Λουισ Βλανχ, δευν σουχι δυ σερπιχε πυβλιχ, μαισ πλυτ [τ δευν ασπεχτ δε λα μενταλιτ], φορτ ανχρ[ε] εν Φρανχε, σελον λαθυελλε λε[σ]τατ δοιτ χοντρ [λερ λεσ σεχτευρσ Βστρατ[γ]ιθυεσ[σ]V δε λε[σ]χονομιε [ ] λεσ τρανσπορτσ εν σοντ υν.

et il n'y avait **aucun arbitre** entre l'exécutif et le législatif, ce qui constituait une menace de blocage des institutions (il est vrai que la constitution des États-Unis souffre du même défaut, seulement atténué par le droit de veto présidentiel, et sert depuis deux cent ans; mais à Washington le pouvoir est nettement moins concentré qu'à Paris, et les passions politiques sont moins vives: il existe une culture du consensus).

La constitution était agrémentée d'un **préambule** très lyrique, très généreux, très "quarante-huitard", comme l'on commençait à dire en moquant la candeur et l'enthousiasme des révolutionnaires de février. Ce préambule reprenait en gros la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789, en y ajoutant un certain nombre d'alinéas d'inspiration socialisante; comme on dit vulgairement, cela ne mangeait pas de pain, et permettait de prétendre qu'on n'avait pas tout abandonné des idéaux de février. Ainsi l'article VIII garantissait aux citoyens le droit au travail (sous une forme cependant bien plus prudente qu'en février: « [la République] doit, par une assistance fraternelle, assurer l'existence des citoyens nécessiteux, soit en leur procurant du travail *dans la limite de ses ressources*, soit en donnant, *à défaut de la famille*, des secours à ceux qui sont hors d'état de travailler »). La proclamation pacifiste de l'article V, reprise de la constitution de 1791, est restée célèbre aussi: « [la République] respecte les nationalités étrangères comme elle entend faire respecter la sienne; n'entreprend jamais aucune guerre dans des vues de conquête, et n'emploie jamais ses forces contre la liberté d'aucun peuple »<sup>1</sup>. Mais le préambule proclamait également le caractère sacré de la propriété, de la famille; par ailleurs, la constitution, qui n'était pas laïque (la formule initiale est « en présence de Dieu et au nom du peuple français »), protégeait la religion.

### **B) L'élection présidentielle de décembre 1848.**

Le premier tour de l'élection présidentielle était fixé au 10 décembre. Six candidats se présentèrent. À gauche, deux candidatures de témoignage, sans espoir, celle de Ledru-Rollin et celle de Raspail (il était en prison depuis mai; mais l'élection valait libération). Au centre-gauche, Lamartine joua les coquettes: sans se déclarer lui-même, il laissa un comité de soutien présenter sa candidature; pour le reste il comptait sur sa popularité, qu'il croyait immense. À droite, les légitimistes présentèrent le général Changarnier; Thiers renonça à entrer en lice car il se savait trop impopulaire, et de ce fait les orléanistes (ralliés ou non au régime) n'eurent pas de candidat. Enfin, au centre, Cavaignac était le candidat "naturel" du régime. Président du Conseil en exercice, il était soutenu par la majorité de la presse et la plupart des députés. Mais il était très mal connu en province, y compris des élites rurales traditionnelles dont ce républicain ne pouvait pas être le candidat, et son impopularité était extrême dans le peuple parisien, pour qui il n'était que le boucher de juin, le "prince du sang" (selon un bulletin trouvé dans une urne: l'anecdote est rapportée par Proudhon), tandis que nombre de conservateurs le trouvaient trop progressiste à leur goût (Thiers disait méchamment: « déboutonnez-le, et vous verrez qu'il est rouge »).

Le dernier candidat était le prince **Louis-Napoléon Bonaparte**, dont la candidature était prévisible au moins depuis l'été. Après sa démission du mois de juin il s'était fait élire dans cinq circonscriptions à l'occasion d'une nouvelle série de partielles, en septembre; et cette fois-ci il était rentré à Paris pour siéger à la Constituante<sup>2</sup>.

L'homme était **un hyperactif, voire un aventurier**, dont la vie, à quarante ans, était déjà bien remplie. Charles, Louis, Napoléon Bonaparte, né en 1808 de Louis Bonaparte, frère de Napoléon et roi de Hollande (encore que des bruits ont couru sur l'identité réelle de son père) et d'Hortense de Beauharnais, fille d'un premier mariage de l'impératrice Joséphine, avait eu une jeunesse fort agitée: comme après 1815 les Bonaparte n'avaient pas le droit de fouler le sol français, il avait longtemps vécu en Suisse, à Arensburg au bord du lac de Constance, d'où il tenait un fort accent allemand. Il avait été *carbonaro* en Italie, et s'était même compromis dans une insurrection contre le Pape, en Romagne<sup>3</sup>, en 1831; il avait beaucoup voyagé, en Europe (au Royaume-Uni, en Allemagne, en Italie) et aux États-Unis; mais il connaissait aussi la France, sur laquelle il avait beaucoup lu.

Il avait aussi beaucoup fréquenté le saint-simonisme, d'où il avait conservé un intérêt très fort pour les problèmes sociaux; l'image d'un "Empereur social", voire socialiste, qu'il a tout fait pour soigner, a eu la vie dure. Il faut la relativiser: dans les années 1830, le socialisme n'existait pas

<sup>1</sup> Εν φαιτ, λα φορμυλε [ταιτ ασσεξ αμβιγυ]: λα γρανδε Ρ[πολυτιον απαι προ[τενδου φαϊρε λα γυερρε νον αυξ πευπλεσ μαισ αυξ Ροισ...

<sup>2</sup> Σανσ δουτε εν φυιν νεαπαιτ-ιλ πασ ενχορε δ[χιδ] σα ταχιθυε: [ταιτ-ιλ πλυσ ρενταβλε δεαγιρ δανσ λα λ[γαλιτ] ου δε τεντερ υνε νουπελλε απεντυρε μιλιταιρε δυ στυπλε δε χελλεσ δε 1836 ετ 1840? Εν σεπτεμβρε, σεσ ιδ[εσ] [ταιεντ πλυσ χλαιρεσ.

<sup>3</sup> Λα παρτιε νορδ δεσ Δτατσ ποντιφιχαυξ; ελλε α τουφουρσ [τ] ρ[τιπε] & λ[αυτοριτ] δε Ρομε.

comme courant politique constitué ni même comme corps de doctrine organisé; et en 1848, lorsque Louis-Napoléon commença sa véritable carrière politique, les saint-simoniens avaient abandonné depuis longtemps le volet social de leur doctrine pour en privilégier le volet libéral; leur ami et disciple les avait bien suivis sur ce chemin! Toujours est-il que Louis-Napoléon avait publié plusieurs ouvrages, dont l'un (rédigé en prison en 1844) s'intitulait tout simplement De l'extinction du paupérisme; si le titre était un vrai slogan politique, le contenu n'était qu'un mélange assez confus de thèses généreuses où l'on retrouvait l'influence de Saint-Simon et celle de Louis Blanc. Il ne remettait pas en cause la propriété privée; il est vrai que c'était le cas d'autres socialistes, comme Louis Blanc et Saint-Simon. Digne neveu de son oncle, il était plutôt proche de ceux qui accordaient à l'État un grand rôle dans la conquête du bien-être pour tous les Français. Il préconisait entre autres des colonies agricoles pour subvenir aux besoins des paysans sans terre.

Mais beaucoup plus que par une doctrine, le futur Empereur était mû par une idée fixe: prendre le pouvoir. Dès sa jeunesse, il s'était autoproclamé prétendant au trône français pour la famille Bonaparte, ce à quoi sa naissance ne lui donnait pas de droits particuliers; depuis la mort de l'Aiglon en 1832, il se faisait appeler Napoléon III par ses proches. Et il ne s'était pas contenté de discours. En 1836, il tenta de soulever une caserne à Strasbourg; il fut simplement expulsé du pays. En 1840, il récidiva à Boulogne; on l'arrêta, on l'emprisonna au fort de Ham, près de Saint-Quentin; mais il finit par s'évader en mai 1846, grâce aux habits que lui avait prêté un maçon du nom de Badinguet (le surnom lui resta, grâce aux caricaturistes). Tout cela n'avait guère ému l'opinion; la presse avait beaucoup parlé de ces improbables épopées, mais en présentant leur auteur comme un excité, un déséquilibré, quelque chose comme une duchesse de Berry bonapartiste.

C'était enfin un excellent acteur, qui, à son retour en France, pour calmer les inquiétudes, joua les timides, les bonasses, les empruntés, et sut merveilleusement utiliser un physique dont il accentuait les disgrâces pour paraître inoffensif et même légèrement abruti (par la débauche, murmurait-t-on: l'homme était vieux garçon et affichait ses maîtresses): une silhouette lourde (la tête trop grosse, le buste trop long, les jambes trop courtes, le nez trop gros), un regard éteint ("des yeux de fumeur d'opium", disait-on), un manque de prestance à cheval, et bien sûr le fameux accent allemand. Il faisait le maladroit dans les dîners mondains. Son premier discours à la chambre fut si ridicule que Thiers en conclut hâtivement: « c'est un crétin qu'on mènera ». En cette ère pré-télévisuelle de tels défauts n'étaient pas réhivitoires: la campagne se faisait surtout par voie de presse, et par ailleurs les gravures et autres images d'Épinal diffusées dans la France profonde donnaient une tout autre image que celle à laquelle les constituants avaient droit... Enfin le candidat Bonaparte promettait tout à tout le monde, notamment à Thiers et aux républicains du lendemain. Les adversaires du Prince-candidat ne se méfièrent pas: ils s'attendaient à ce que le trublion arrivât éventuellement en tête au premier tour, mais sans atteindre les 50%; dans ce cas, un vote bien orienté à l'Assemblée arrangerait les choses au profit de Cavaignac.

Les résultats furent une douche froide pour la classe politique. Le candidat Bonaparte recueillit 75% des voix; Cavaignac, 20%; Ledru-Rollin, moins de 5%; les autres candidats étaient écrasés (Lamartine obtint huit mille voix). Bonaparte arrivait en tête dans tous les milieux, et dans tous les départements sauf quatre. Il s'agissait en fait d'un gigantesque quiproquo. Dans leur immense majorité, les Français n'avaient aucune culture politique et ne savaient pas pour qui voter, ils ne connaissaient pas ces "messieurs" de Paris qui briguaient leurs suffrages, et à qui ils n'avaient pas pardonné les quarante-cinq centimes; ils avaient voté pour un nom, le seul qui ne fût pas celui d'un notable, le seul qui leur dît quelque chose, un nom associé à la gloire et à la grandeur passées; quelques paysans pensaient même voter pour l'Empereur miraculeusement revenu de son exil, ou ressuscité<sup>1</sup>! Ils n'avaient même pas voté contre la République, je veux dire contre le principe républicain (du reste Bonaparte n'avait pas fait une campagne antirépublicaine), mais contre les hommes au pouvoir qui les avaient cruellement déçus... Mais au passage, ils élurent un homme qui n'était pas un républicain. Pour Marx, l'élection du 10 décembre 1848 représentait une victoire de la province et de la paysannerie négligées par le régime, et dont en même temps on avait commis l'imprudence de solliciter le vote; « l'insurrection des paysans » (« la République qu'ils abattaient de leurs votes, c'était la République des riches »).

Cette analyse en termes de classes sociales est juste; elle est à compléter par une analyse en termes idéologiques, ce qu'a très bien fait F. Furet: pour lui, le candidat victorieux représentait « la tradition révolutionnaire de la gloire, mais aussi la liquidation de l'agitation et de l'anarchie révolutionnaires, le retour à la propriété sûre ». Appréciation qui rejoint une phrase des *Mémoires* de Guizot: « c'est beaucoup d'être à la fois une gloire nationale, une garantie révolutionnaire et un principe d'autorité. Il y a là de quoi survivre à de

<sup>1</sup> Λες μιμεσ, σελον δεαυτρεσ ανεχδοτεσ δε μιμε φαρινε, σε[ταιεντ δεμανδ[σ, αυ πριντεμπο, πουρθουι λε γουπερνεμεντ σε χομπρομετταιτ απεχ δεσ φεμμεσ αυσσι πευ ρεχομμανδαβλεσ θυε √λα Μαρτινε√ ετ √λα Μαριε√.

grandes fautes et à de longs revers ». Avec ces atouts décisifs, **Louis-Napoléon Bonaparte réussit à politiser** à son profit **ce qui n'était**, jusqu'au printemps 1848, **qu'un ensemble de sentiments et de nostalgies**<sup>1</sup>; il parvint à déplacer brutalement l'axe de la vie politique pour se placer au centre de celle-ci. C'était du reste une tâche facile: rappelez-vous ces chômeurs exaspérés qui, en mai-juin, acclamaient "Napoléon" sans savoir très bien ni lequel, ni pourquoi... **Avec un tel nom, il n'y avait même pas besoin de programme.**

Toujours est-il que le recours au suffrage universel pour l'élection du président de la République était durablement déconsidéré (on n'y revint plus avant 1965), et que c'était l'ensemble du camp républicain qui se posait désormais la question, soulevée dès le début de l'année (mais dans de mauvais termes, nous l'avons vu) par Blanqui et Sand, de la nécessaire éducation du peuple à la République.

**Le "Prince-Président"**, comme on disait, adopta pour l'instant une ligne toute de prudence. Il prêta serment à la Constitution républicaine et **choisit**, plutôt que les Tuileries, siège des deux précédentes monarchies, une résidence modeste, le palais de **l'Élysée**; cet hôtel particulier du Faubourg Saint-Honoré, construit en 1718 et qui avait appartenu entre autres à la Pompadour, à Murat et au duc de Berry, n'avait jamais été un palais royal ni impérial. Il forma un gouvernement d'où les bonapartistes déclarés étaient absents (et pour cause: il n'y avait pas de coterie bonapartiste organisée à cette date, juste des amitiés et des fidélités individuelles. Marx a dit de ces premiers bonapartistes: « ils n'étaient pas une fraction sérieuse de la classe bourgeoise, mais une collection de vieux invalides superstitieux et de jeunes chevaliers d'industrie incrédules »). Ce cabinet était dirigé par Odilon Barrot, l'ancien chef de file de la "gauche dynastique" avant 1848, et comptait de nombreux autres républicains du lendemain, dont le comte Frédéric de Falloux (1811-1886), de filiation politique plutôt légitimiste, au ministère de l'Instruction publique et des Cultes; en revanche, bien peu de vrais républicains. Peu à peu, les partisans malheureux de Cavaignac se rassérénèrent.

Au lendemain de l'élection présidentielle, **le régime semblait stabilisé**, avec la bourgeoisie revenue au pouvoir et celui-ci incarné par un homme populaire et qui semblait respectueux des institutions. En fait, il était déjà moribond, avec des ennemis de la République, ou des républicains fort tièdes, au pouvoir tant à l'Élysée qu'au Palais-Bourbon.

### **C) Les élections législatives de mai 1849.**

De nouvelles élections eurent lieu en mai 1849, pour remplacer la Constituante qui n'avait plus de raison d'être. Elles se traduisirent par un nouveau coup de barre à droite. Le **"parti de l'ordre"**, composé en gros des républicains du lendemain, comptait plus de quatre cents cinquante représentants, parmi lesquels plus de cent légitimistes légitimistes, pour la plupart élus des campagnes. C'était la revanche de ceux qui, ayant applaudi en février, avaient eu très peur en juin, et même largement **le retour des vaincus de février 1848**. Tous ces hommes, royalistes de cœur, acceptaient les institutions républicaines puisqu'elles existaient et qu'il n'était pas question de nouvelles révolutions, mais ils voulaient une République protectrice de la propriété, résolue à écraser les "partageux", les "rouges". Le libéralisme orléaniste s'identifiait désormais complètement à cette mouvance, aux conservateurs, à la droite: c'était que le programme politique de la gauche libérale de la monarchie de Juillet, le suffrage universel, avait été réalisé en février 1848, et que de programme autre que politique, les libéraux par définition n'en avaient pas; ils ne voyaient plus la nécessité de nouvelles réformes, qui pour eux ne pouvaient que porter atteinte à la liberté d'entreprendre.

Cette période qui s'ouvrit en juin 1848 et s'acheva en mai 1849 marqua aussi une étape importante dans le **rapprochement de l'Église catholique et des conservateurs**, dont une partie, devant le péril social, abandonna le voltairianisme bourgeois hérité des Lumières (nous avons vu au chapitre 1 que ce processus avait déjà touché la noblesse au moment de la grande Révolution). De plus en plus, les conservateurs percevaient la religion comme une institution sociale, un instrument de contrôle des masses (bien sûr chez certains cette perception "instrumentale" n'excluait pas un retour sincère à la foi; mais il y avait aussi beaucoup de cynisme et nombreux étaient ceux, dans les classes possédantes, qui affichaient leur cléricanisme sans être vraiment croyants et tout en mettant à mal les valeurs chrétiennes dans leur comportement personnel et social — c'était l'un des thèmes favoris de la littérature de l'époque). Ce rôle, l'Église l'accepta massivement, se condamnant, pour cent

---

<sup>1</sup> Χε νεεστ πασ λα σευλε φοισ θυευν τελ ηη[νομ\νε σεεστ προδουι δανσ νοτρε παψσ. Αινσι λα θυεστιον σοχιαλε σεεστ βρυσθυεμεντ πολιτισ[ε εν 1848-1849, αλορσ θυεαπαντ λα Πε Ρ[πυβλιθυε, νουσ λααπονσ πυ, ελλε ρελεπαιτ πλυτ |τ δευν σουχι περσοννελ δε φυστιχε, ποιρε δε λα χηαριτ[ πριπ[ε; λεσ σεντιμεντσ αντισ[μιτεσ σε σοντ βρυταλεμεντ πολιτισ[σ εντρε 1890 ετ 1900. Εντρε 1980 ετ 1985, λε Φροντ νατιοναλ εστ παρσενυ < πλαχερ λα θυεστιον δε λαμιμιγριατιον αυ χεντρε δε λα πιε πολιτιθυε, πολιτισαντ δεσ σεντιμεντσ ξ[νοπηοβεσ ανχιενσ, μαισ θυεαυχυν παρτι νεεξπλοιταιτ φυσθυε-λ<.

ans, à être perçue comme un instrument aux mains des forces conservatrices de la société française; finalement, ce n'était qu'un retour, après la brève parenthèse de l'illusion lyrique, à une situation qui durait en gros depuis 1790. **Ce fut la fin du premier catholicisme social**, celui de Buchez, de Lamennais et de Lacordaire; les valeurs de tradition (l'ordre, la hiérarchie, la soumission, l'obéissance) l'emportèrent sur celles de compassion et de solidarité; jusque vers 1960 on observa en France une correspondance étroite entre la pratique religieuse catholique et le vote à droite<sup>1</sup>.

Cette évolution de l'Église dépassait d'ailleurs largement les frontières de la France et les effets de la panique de juin 1848: elle était liée entre autres aux événements d'Italie (où le Pape Pie IX se sentait de plus en plus menacé dans son pouvoir temporel par la montée du nationalisme et de l'aspiration à l'unité italienne), mais les racines en étaient plus profondes. L'Église, qui parle au nom de Dieu, considérait qu'elle détenait la seule Vérité, au plan spirituel comme au plan matériel, au plan privé comme dans la vie publique, et que de ce fait elle devait sinon détenir l'autorité, du moins guider, éclairer les autorités. Ses enseignements ne valaient pas seulement au niveau individuel et moral, mais aussi au niveau social et politique. Elle n'acceptait pas la montée du libéralisme, du nationalisme et du socialisme, idéologies sans Dieu qui rejetaient la foi dans la sphère de la vie privée. Face à ces trois courants de pensée, qui étaient les seules forces nouvelles du temps, et qu'elle percevait comme remettant en cause une situation séculairement établie, elle se trouvait rejetée vers le conservatisme, vers la réaction.

Au centre, on assista à l'**effondrement des républicains modérés** (les "quarante-huitards", les "vieilles barbes romantiques"), considérés comme de naïfs idéalistes; ils eurent à peine une centaine d'élus. L'échec de Lamartine aux élections eut valeur de symbole (il marqua la fin de la vie politique active du poète). Marie et Arago furent battus aussi.

En revanche, la gauche radicale d'héritage blanquiste et socialiste se renforça. Elle se désignait comme "la Montagne", en référence bien sûr à la grande Révolution; on disait aussi "les rouges" et encore "les démoc-socs", abréviation de "partisans d'une République démocratique et sociale". Elle comptait cent cinquante à deux cents députés<sup>2</sup>, dont une partie étaient des élus de régions rurales: les élections de 1849 mirent en évidence, à la surprise (et à l'inquiétude) de beaucoup, **l'existence de "campagnes rouges" qui votaient très à gauche**, celles-là même qui, plus tard, résistèrent au coup d'État de 1851, votèrent radical au début de la IIIe République, puis socialiste, et dont certaines votaient toujours communiste dans les premières décennies de la Ve République (l'Allier et le Cher, la Creuse par exemple, et aussi jusque vers 1965 le Var et les Basses-Alpes<sup>3</sup>): les notables ruraux, qui croyaient toujours contrôler les paysans malgré le suffrage universel, qui les avaient fait voter au centre-gauche au printemps 1848 et prétendaient désormais les faire voter à droite (en décembre 1848 ils les avaient laissé voter à leur gré car ils n'avaient pas de candidat favori), découvrirent soudain qu'ils avaient perdu une bonne partie de leur ascendant dans certaines régions: cela annonçait les évolutions décisives des années 1870, que j'analyserai au chapitre 4. Parmi les figures de la Montagne à l'Assemblée l'on trouvait Lamennais, Schœlcher, le publiciste Pierre Leroux, le menuisier et leader ouvrier avignonnais Agricole Perdiguier, et aussi, nouvellement passé à gauche, **Victor Hugo**.

Le poète, qui jouissait d'une gloire littéraire immense depuis la Restauration, avait suivi un itinéraire politique très particulier, marqué par l'opposition à à peu près tous les pouvoirs successifs: ultra-légitimiste dans les années 1820, toujours proche des légitimistes en 1848, il était devenu brièvement orléaniste après la chute de la monarchie de Juillet, par nostalgie et par esprit de contradiction. Après la répression des Journées de Juin il passa à l'extrême-gauche par horreur de la répression sociale et de l'égoïsme des hommes de l'Ordre, et aussi par anticléricalisme; ce qui ne l'empêchait pas d'apprécier le Prince-Président, qu'il prenait pour un homme de gauche (la fascination de Hugo pour Napoléon jouait aussi dans cet étrange mélange de fidélités politiques).

Le point commun de la Montagne, c'était **l'intérêt pour la question sociale**, le désir de réformes qui aboutiraient à des transformations profondes dans les rapports sociaux et donneraient un contenu concret à la grande promesse de 1789: liberté et égalité devaient se traduire par un bien-être accru pour tous. **Tandis que le libéralisme passait à droite, la gauche française s'identifiait de plus en plus nettement avec l'ensemble de ceux qui étaient influencés, de près ou de loin, par les idées socialistes**: phénomène durable! Mais **l'extrême-gauche était très divisée**. C'était d'abord qu'elle comptait de nombreux intellectuels qui avaient chacun leur programme et généralement se détestaient; pas plus que la droite, elle n'était structurée en partis au sens moderne

<sup>1</sup> Λαθηστοριεν Ρεν[ Ρ[μονδ α χονσαχρ] δε νομβρευξ τραπαυξ ∠ χε τη\με.

<sup>2</sup> Λε ποτε [ταντ λιβρε ετ λα δισχιπλινε παρτισανε ινεξιισταντε, χερταινσ δ[πυτ[σ [ταιεντ διφφιχιλιεσ ∠ χλασσερ.

<sup>3</sup> Χε δ[παρτεμεντ σθαππελλε αυφουρδθηι λεσ Αλπεσ-δε-ηαυτε-Προπωνχε.

du terme. C'était aussi que tous ne reprenaient pas à leur compte l'ensemble des solutions que les socialistes, d'ailleurs eux-même en désaccord entre eux, proposaient à la question sociale: certains voulaient abolir la propriété privée, d'autres non; certains voulaient un changement profond, impulsé par l'État, dans l'organisation du travail et de la production; d'autres pensaient que l'essentiel était d'arriver à une véritable égalité des chances entre citoyens d'une République fraternelle, généreuse, soucieuse du bien-être de chacun; d'autres encore étaient hostiles à l'État par principe, quel qu'il fût.

Tous ces gens, qui avaient souvent le verbe haut et la rhétorique blanquiste, effrayaient les possédants (bien que la plupart fussent tout à fait légalistes). Quelques semaines après les élections, en **juin 1849**, la mouvance la plus extrémiste de la gauche tenta d'organiser **une nouvelle journée révolutionnaire** (à moins qu'encre une fois il ne se fût agi d'une provocation destinée à déconsidérer les courants plus modérés de la Montagne: à ce stade de déréliction de l'extrême-gauche, tout était possible). La France venait d'envoyer une expédition pour secourir le Pape, chassé de Rome par Mazzini et Garibaldi, ce qui bien sûr avait provoqué la fureur de la Montagne: la République se comportait plus en "fille aînée de l'Église" qu'en patrie de la Révolution et des droits de l'homme! La manifestation lancée à cette occasion, à l'initiative de Ledru-Rollin, dégénéra en tentative de journée révolutionnaire, sous l'action d'éléments mal identifiés. La tentative échoua (ce fut la dernière du genre sous la IIe République), et finalement l'armée française ouvrit au Pape les portes de Rome, en septembre 1849. En France, ce fut l'occasion d'**un redoublement de la répression**: une trentaine de députés furent arrêtés, et Ledru-Rollin dut prendre à son tour le chemin de l'exil; lui aussi rentra trop tard en France, en 1870, pour jouer un rôle politique notable. Quelques journaux furent interdits, on restreignit la liberté de réunion; même le colportage de livres était désormais soumis à autorisation préfectorale. A Lyon, où les canuts avaient élevé des barricades à la (fausse) nouvelle d'un soulèvement de Paris, la répression fit des dizaines de morts. Ce fut aussi la dernière révolte des canuts<sup>1</sup>.

L'extrême-gauche était durablement marginalisée, dans la vie politique sinon dans l'opinion; par ailleurs, le marasme économique, sans encore disparaître (la reprise n'intervint qu'en 1852), se fit moins aigu, ce qui contribua à calmer l'agitation du petit peuple. Mais un autre danger menaçait la République: les ambitions de l'homme que le malencontreux vote du 10 décembre avait placé à sa tête.

### **III-La marche à l'Empire.**

#### **A) La République réactionnaire.**

Le gouvernement et les députés (pas le Président! c'est important pour la suite) s'employèrent à annuler, ou tout au moins à vider de leur sens, toutes les réformes de l'année précédente: c'était une politique ouvertement réactionnaire, presque ouvertement antirépublicaine (même si personne ne songeait pour l'instant à une restauration: les royalistes étaient divisés sur la question de la dynastie; et puis un roi, c'est quand même bien encombrant quand cela prend des initiatives, et puisque la République permettait le déchaînement de la réaction...), **une politique** qu'un marxiste qualifierait de **"haine de classe"**. Pour donner l'ambiance, voici ce qu'une brochure de l'époque (rédigée par Henri Wallon, qui fut plus tard, par le biais d'un amendement célèbre, le père de la IIIe République<sup>2</sup>) écrivait des *Partageux*:

« Un rouge n'est pas un homme, c'est un rouge (...) Ce n'est pas un être moral, intelligent et libre comme moi (...): c'est un être déchu et dégénéré, qui porte bien du reste sur sa physionomie le signe de cette déchéance. Une physionomie abattue, abruti, sans expression; des yeux ternes, mobiles, n'osant jamais regarder en face et fuyants comme ceux du cochon; les traits grossiers, sans harmonie, le front bas, froid, comprimé et déprimé; la bouche muette et insignifiante comme celle de l'âne; les lèvres fortes et proéminentes, induites des passions basses, le nez gros, large, fortement rattaché au visage (...). Les partageux portent gravée sur leur figure la stupidité des doctrines et des idées avec lesquelles ils vivent ».<sup>3</sup>

Deux lois votées en 1850 étaient tout à fait significatives à cet égard: la première visait à reprendre le contrôle des âmes, la seconde à faire taire les inconformes, républicains et socialistes des villes, paysans

<sup>1</sup> Λα προφεςσιον ενταμα στον δ[χλιν σουσ λε σεχονδ Εμπιρε, δυ φαιτ δε λα χονχυρρενχε χροισσαντε δεσ σοιεριεσ δεΞετρ|με-Οριεντ ετ δευνε μαλαδιε, λα π[βρινε, θυι δ[χιμα λεσ μ]ριερσ δε λα παλλ[ε δυ Ρη | νε (λα φευιλλε δε μ]ριερ εστ λααλιμεντ δυ περ ρ σοιε).

<sup>2</sup> ζοψεζ αυ χηαπιτρε 4

<sup>3</sup> Ρεμαρθυεζ λεσ τραιτσ πηψσιθυεσ αττριβυ[σ πλυσ ταρδ αυ ΨθυιφΨ ετ αυ ΨΝ\γρεΨ. Λεεννεμι νε[ταιτ πλυσ υνε χλασσε, χε[ταιτ υνε ραχε. Πασ πραιμεντ ηυμαινε δεαλλεουρσ σι λεον εν φυγε παρ λεσ χομπαραισονσ ανιμαλι|ρεσ...



"rouges" de certaines campagnes, chemineaux et ouvriers agricoles peut-être tentés par la contestation. Ce fut d'abord, en mars 1850, la **loi Falloux**, qui proclamait la liberté totale de l'enseignement en France. Ces nouvelles dispositions profitaient essentiellement au clergé, lequel avait désormais le droit d'ouvrir autant d'écoles qu'il le souhaitait, tant primaires que secondaires, sans aucun contrôle. Le titre de ministre du culte suffisait pour enseigner, ou bien, pour les religieuses, une "lettre d'obédience" de leur congrégation; l'État n'exerçait aucun contrôle sur l'attribution de ces documents. Seuls les directeurs d'école devaient exciper d'un baccalauréat... De plus l'Église obtenait un droit de regard sur l'enseignement public, notamment l'Université (des prêtres siégeaient ès qualités aux conseils universitaires); en outre l'enseignement public pouvait recruter des prêtres pour enseigner — et ne s'en privait pas, notamment dans les campagnes. Les notables avaient déjà la phobie de l'instituteur socialiste, tenu pour responsable du "mauvais vote" de certaines régions rurales aux élections de 1849: les préfets reçurent le droit de révoquer les instituteurs mal-pensants. Thiers déclarait:

« Le mal, c'est qu'il y a dans les communes trente-sept mille socialistes et communistes, les instituteurs, véritables anti-curés (...). Le clergé enseignera aux enfants à lire, à écrire, à compter, mais surtout la bonne philosophie qui apprend à l'homme qu'il est sur la Terre pour souffrir, non pour jouir (...). [En effet] **les masses ont besoin de vertus imposées: la foi doit être leur seule philosophie** ».

La loi Falloux fut l'un des grands moments de la "guerre scolaire" qui s'est poursuivie tout au long des XIXe et XXe siècles français; elle a largement contribué à faire de l'école un enjeu politique, et à identifier le "camp de l'école" (laïque) à la gauche démoc-soc.

En mai 1850, à la suite de succès de la gauche dans une série de législatives partielles, les députés votèrent **une autre loi** qui **restreignait le suffrage**. Les députés n'osèrent pas en revenir franchement au suffrage censitaire; ç'eût été contraire aux principes libéraux qu'ils affichaient, et puis c'eût été s'attaquer de front à la conquête essentielle de février 1848, avec le risque de provoquer de nouveaux désordres. Mais pour voter, il fallait désormais avoir habité trois ans au même endroit, ce qui excluait du suffrage les ouvriers agricoles et les jeunes compagnons qui accomplissaient leur tour de France, et aussi de nombreux ouvriers de l'industrie que le chômage poussait à se déplacer pour trouver un emploi. Il fallait également être inscrit sur le registre des impôts, ce qui excluait les indigents; et ne pas avoir été condamné, ce qui écartait de nombreux militants politiques, mais aussi tout simplement de pauvres gens en conflit avec un patron ou un garde champêtre. Au total, c'était le tiers du corps électoral qui était exclu du suffrage! Thiers dénonçait à la Chambre « la multitude, la vile multitude »...

La loi de mai 1850 eut une conséquence importante à court terme: désormais tout le monde savait que la Montagne ne gagnerait pas la présidentielle de 1852. Les notables respiraient; la gauche, désespérée, désormais complètement impuissante sur le plan légal, ne pouvait plus qu'envisager une nouvelle révolution (sociétés secrètes et complots se multipliaient); ou rêver d'un bouleversement impulsé par le dernier acteur indépendant des notables réactionnaires qui dominent la Chambre: le président de la République, le neveu de Bonaparte.

### **B) "Le dix-huit brumaire de Louis-Napoléon Bonaparte" (Marx).**

En effet les mesures réactionnaires des années 1849-1850 provoquèrent non seulement la fureur de la gauche, mais aussi **la désapprobation très calculée du Prince-Président**. Celui-ci manifesta ostensiblement son antipathie envers la restauration de l'absolutisme à Rome en présence des troupes françaises, envers la loi Falloux et surtout envers la loi restreignant le suffrage (sans pour autant refuser de les appliquer — il est vrai qu'il ne disposait pas d'un droit de veto); il rappelait sans cesse sa « constante sollicitude pour la cause des classes laborieuses »; ce qui fit dire à Mme Thiers, réprobatrice: « son dada, c'est le peuple! ». Il s'agissait évidemment d'une manœuvre politique: l'auteur de *L'extinction du paupérisme* affichait qu'il était resté soucieux des intérêts du peuple, face à la vengeance sociale qui se déchaînait à l'Assemblée. Il se créa à peu de frais une popularité accrue sur le dos des notables et de son propre gouvernement...<sup>1</sup> Ce qui ne l'empêchait pas de s'entendre très bien avec eux sur nombre d'autres points! Il tenait en fait **un double discours**: devant les classes populaires, il se posait en ennemi des notables qui avaient supprimé le suffrage universel (dont il demanda, sans succès évidemment, le rétablissement); devant les notables, il agitait le spectre de la révolution et insistait sur la nécessité d'une autorité forte à la tête de l'État.

Tandis que jubilaient les notables (les "Burgraves", disait-on d'après les personnages d'une pièce de Victor Hugo), qui avaient perdu tout sens de l'opportunité politique, **Louis-Napoléon tissait sa toile**. Il multipliait les visites d'hôpitaux et de casernes, faisant appel aux souvenirs de la geste napoléonienne, distribuant gros rouge et saucisson, goûtant le rata; il parcourait la province, s'inspirant paraît-il des tournées des candidats

<sup>1</sup> Σους λα σε Ρ[πυβλιθυε, λορσ δεσ π[ριοδεσ δε χοηαβιτατιον (1986–88, 1993–95, δεπυισ 1997), λεσ Πρ[σιδεντσ οντ υτιλισ| λε μ|με τσηπε δε στρατ|γιε... απεχ πλυσ ου μοινσ δε βονηεур.

américains à la présidence. Dans ses sorties à Paris, le Président se faisait accompagner d'une sorte de milice, la "société du Dix Décembre", prompte à faire le coup de poing contre les passants qui lançaient des cris hostiles (les chansonniers et parodistes de l'époque popularisèrent le personnage de **Ratapoil**, "nervi" du Prince-Président). Il plaçait des hommes à lui au gouvernement et dans l'administration (ainsi Fialin de Persigny, qui fut plus tard l'un des acteurs principaux du coup d'État, dans le nouveau cabinet formé en octobre 1849; et son demi-frère Morny). Il favorisait systématiquement l'avancement des militaires à lui dévoués; il faisait régulièrement augmenter son traitement, et dépensait énormément d'argent pour se faire des obligés (pour cela, il empruntait beaucoup aussi: au moment du coup d'État, il était couvert de dettes!).

Déjà, en octobre 1849, le Prince-Président avait pris l'initiative de renvoyer Odilon Barrot et de former un nouveau ministère, sans président du Conseil, ce qui avait modérément plu à la classe politique. Mais ce fut en janvier 1851 qu'apparurent les premières tensions sérieuses avec la majorité législative, lorsque le Prince-Président retira son commandement au général Changarnier, l'ancien candidat royaliste à la présidence de la République, qui avait été nommé commandant des troupes parisiennes, et le remplaça par un proche. Il était dans son droit. Mais à la suite de cette initiative, la Chambre indignée vota une motion de défiance, dont le Président ne tint nul compte: rien ne l'y obligeait. Certains ministres ayant démissionné pour protester, il forma même un nouveau gouvernement, avec plus de fidèles. Surtout, le Prince-Président se lança dans une campagne pour obtenir une modification des institutions, destinée à permettre sa réélection en 1852. En juillet 1851, le Parlement tomba dans le piège et repoussa la révision constitutionnelle. Le coup d'État était désormais inévitable.

Tout au long de l'année 1851, le Prince-Président accentua sa politique de noyautage de l'armée et de l'administration, et son opposition aux notables. Le **coup d'État** eut lieu finalement à une date symbolique, et très prévisible (effectivement, tout le monde s'y attendait): le double anniversaire du sacre de Napoléon Ier (en 1804) et d'Austerlitz (en 1805).

Le **2 décembre 1851** au petit matin, le Prince-Président fit afficher sur les murs de Paris une proclamation où il s'étendait sur les dangers que l'Assemblée, qui « forg[eait] des armes pour la guerre civile », faisait courir au pays; il promettait notamment **le rétablissement du suffrage universel** (il s'agissait donc d'un coup d'État mené au nom du peuple, contre la réaction<sup>1</sup>) et annonçait que l'Assemblée était dissoute et qu'une nouvelle constitution était en préparation. L'armée occupa Paris, sous le commandement du général de Saint-Arnaud, vétéran d'Algérie, ministre de la Guerre depuis un mois à peine. Les opposants furent arrêtés, parmi lesquels plus de deux cents députés (dont Cavaignac et Thiers).

Il n'y eut aucune réaction le jour même, à l'exception d'une réunion avortée des députés. Le lendemain en revanche, une partie de la Montagne, dont l'amour de la République et la crainte du césarisme l'emporta sur la détestation de la politique réactionnaire du régime, tenta de soulever l'est de Paris; faute de préparation et d'organisation ce fut un échec sanglant (il y eut quatre cents morts<sup>2</sup>). Dans les jours suivants, **des troubles éclatèrent en province**, surtout dans les campagnes et les petites villes où il n'y avait pas de garnison (la préfecture des Basses-Alpes, Digne, et l'unique sous-préfecture, Forcalquier, tombèrent même un bref moment aux mains des révoltés); les grandes villes, elles, étaient assommées par la répression, et par ailleurs largement hostiles à la République des bourgeois. Les opposants au coup d'État se recrutaient bien sûr à l'extrême-gauche, mais ils ne rassemblaient pas toute l'extrême-gauche; certains comme Proudhon, par haine des notables et par l'effet d'un tropisme bonapartiste, se laissèrent aller à approuver le coup de force<sup>3</sup>. Ils se recrutaient aussi parmi les républicains modérés, peu portés à la Révolution, mais attachés à la forme du régime et hostiles au pouvoir d'un seul homme, même restaurateur du suffrage universel. Le camp républicain se resserrait... mais un peu tard!

Sur le moment, ces troubles, vite réduits (en cinq jours), servirent surtout au nouveau régime à agiter le spectre de la jacquerie; mais plus tard ils furent le point de départ d'une nouvelle geste révolutionnaire.

---

<sup>1</sup> θε με πλαχε ιχι αυ νιπεαυ δυ προφει πολιτιθυε προ[σεντ] αυξ Φραν|αισ, δε λα προπαγανδε, πασ φορχ[μεντ δεσ ρ]αλιτ[σ].

<sup>2</sup> Χε φυτ ρ χεττε οχχασιον θυ[υν δ]πυτ[ δε λα Μονταγνε, ριχτορ **Βαυδι**, ευτ, ρ λ[αδ]ρεσσε δεσ Παρισιενσ, λε μοτ χ[λ\β]ρε (πευτ-|τρε αποχρ[ψ]πη): ↔ πουσ περρεξ τουτ ρ λ[η]ευρε χομμεντ λ[ον] πευτ μουριρ πουρ πινγτ-χινθ φρανχσ παρ φουρ ≈ (ενπιρον θυατρε-πινγτ ευροσ; χ[ ]ταιτ λε μονταντ δε λ[αλλο]χατιον δεσ δ[πυτ]σ, θυε λε πευπλε τρουπαιτ βιεν γ[ν]ρευσε: λα μοφεννε δεσ σαλαιρεσ παρισιενσ [ταιτ δε δευξ φρανχσ ρ σιξ ευροσ χινθυαντε ρ παρ φουρ). Θυελθυεσ ηευρεσ πλυσ ταρδ, Βαυδιν τομβα συρ υνε βαρριχαδε, προσ δε λα πλαχε δε λα Βασιλλε.

<sup>3</sup> Προυδηον δεμευρα εν χονταχτ απεχ λαΕμπερευρ δυραντ πλυσιευροσ ανν[ε]σ, ρ τιτρε περσοννελ.

Evidemment, les personnes arrêtées prirent à leur tour le chemin de l'Algérie ou des bagnes coloniaux. De nombreux députés et hommes politiques s'exilèrent, dont Thiers (qui revint au bout de quelques mois) et Victor Hugo (qui refusa de rentrer avant la chute de l'Empire).

### **C) L'agonie de la République.**

Dans la meilleure tradition bonapartiste, le Prince-Président légittima son coup d'État par un **plébiscite** organisé fin décembre 1851. Ce fut évidemment un succès: le "oui" rassembla environ 90% des suffrages; un seul canton osa voter "non" en majorité, celui de Vernoux dans l'Ardèche protestante (les protestants, par méfiance envers la monarchie et reconnaissance envers la Révolution à laquelle ils doivent leur émancipation, ont longtemps eu tendance à voter plus à gauche que la moyenne des Français). On relevait tout de même une importante abstention. Le 31, Bonaparte déclara « qu'[il] n'[était] sorti de la légalité que pour rentrer dans le droit » et que « sept millions de suffrages [venaient] de [l']*absoudre* »... Mauvaise conscience tardive!

Une nouvelle **constitution** fut promulguée en janvier 1852. Toujours républicaine, elle s'inspirait directement du Consulat, ce qui était mauvais signe pour l'avenir de la forme républicaine du régime (du reste, personne n'avait la moindre illusion à ce sujet). Les nouvelles institutions étaient très autoritaires. Le Président était élu pour dix ans et pourvu de pouvoirs très étendus; le pouvoir législatif était réparti entre deux Chambres (ce qui l'affaiblissait). Une autre nouveauté marquait le régime électoral: les candidats officiels (le scrutin uninominal avait été rétabli), choisis par le préfet à leur demande, avaient droit à une affiche spéciale sur fond blanc; les autres candidats n'avaient pas droit à cette "**affiche blanche**". Ainsi les Français, notamment les moins instruits, sauraient comment "bien voter"... Les préfets et les sous-préfets étaient tenus d'organiser la propagande des candidats du gouvernement! Par ailleurs le ministre de l'Intérieur procéda à un redécoupage des circonscriptions dans le but d'assurer le plus possible de sièges à la majorité (cette pratique est connue sous le nom de "charcutage électoral").

D'autres mesures accentuèrent le caractère répressif du régime. Les maires étaient désormais nommés par les préfets et non plus élus; on dissolut la garde nationale, on rétablit le serment de fidélité au régime, ce qui provoqua une hémorragie dans les administrations et surtout dans les universités: ainsi Michelet renonça à toutes ses fonctions officielles. Il y eut aussi une sévère épuration à l'Université et dans le corps enseignant: de nombreux instituteurs furent renvoyés (interdiction leur fut faite de porter la barbe, symbole révolutionnaire). Les agrégations d'Histoire et de philosophie furent supprimées, au prétexte que ces matières « entraînent le dédain de la haute culture littéraire » et que ces concours font oublier « les conditions laborieuses et modestes de l'art d'enseigner ». Pour ce qui concernait la presse, le cautionnement et le droit de timbre augmentèrent; aucun périodique ne pouvait plus être fondé sans autorisation officielle préalable. La parution d'un organe de presse pouvait désormais être suspendue sur simple décision administrative, après trois **avertissements**, un système qui incitait à l'autocensure. De ce fait la presse d'opposition, sans disparaître, devint beaucoup moins virulente, surtout à l'égard de celui qui était encore le Prince-Président.

De ce fait, et dans une atmosphère encore très lourde, les partisans du régime remportèrent une victoire éclatante aux **élections législatives** qui eurent lieu à la date normale, en juin 1852. De toute façon, les trois élus républicains (dont Cavaignac) renoncèrent à siéger pour ne pas avoir à prêter serment. Il y avait aussi cinq légitimistes...

Louis-Napoléon consacra une bonne partie de l'année 1852 à **une longue tournée à travers la France**, au cours de laquelle il eut l'occasion d'éprouver sa popularité (réelle) et de définir les grandes lignes du règne qui s'annonçait, notamment dans le célèbre **discours de Bordeaux**, prononcé en octobre devant la chambre de commerce de la ville. Il promit solennellement la paix aux milieux d'affaires inquiets d'un retour de l'aventurisme napoléonien, et présenta le programme économique de l'Empire:

« Aujourd'hui, la France m'entoure de ses sympathies, parce que je ne suis pas de la famille des idéologues. Pour faire le bien du pays, il n'est pas besoin d'appliquer de nouveaux systèmes; mais de donner, avant tout, confiance dans le présent, sécurité dans l'avenir. Voilà pourquoi la France semble vouloir revenir à l'Empire.

Il est néanmoins une crainte à laquelle je dois répondre. Par esprit de défiance, certaines personnes se disent: l'Empire, c'est la guerre. Moi, je dis: **l'Empire, c'est la paix**. C'est la paix, car la France la désire, et, lorsque la France est satisfaite, le monde est tranquille. La gloire se lègue bien à titre d'héritage, mais non la guerre.

(...) J'en conviens, cependant, j'ai, comme l'Empereur, bien des conquêtes à faire. Je veux, comme lui, conquérir à la conciliation les partis dissidents et ramener dans le courant du grand fleuve populaire les dérivations hostiles qui vont se perdre sans profit pour personne. Je veux reconquérir à la religion, à la morale, à l'aisance, cette partie encore si nombreuse de la population qui, au milieu d'un pays de foi et de croyance, connaît à peine les préceptes du Christ; qui, au sein

de la terre la plus fertile du monde, peut à peine jouir des produits de première nécessité. Nous avons d'immenses territoires à défricher, des routes à ouvrir, des ports à creuser, des rivières à rendre navigables, des canaux à terminer, notre réseau de chemins de fer à compléter. Nous avons, en face de Marseille, un vaste royaume à assimiler à la France. Nous avons tous nos grands ports de l'Ouest à rapprocher du continent américain par la rapidité de ces communications qui nous manquent encore. Nous avons partout enfin des ruines à relever, de faux dieux à abattre, des vérités à faire triompher. Voilà comment je comprendrais l'Empire, si l'Empire doit se rétablir. Telles sont les conquêtes que je médite, et vous tous qui m'entourez, qui voulez, comme moi, le bien de votre patrie, vous êtes mes soldats ».

Mais, toujours habile, le Prince-Président prit aussi un certain nombre de mesures d'allure sociale, dont en mars 1852 un **décret-loi sur les sociétés de secours mutuel**. Ces associations furent autorisées et même encouragées, pourvu que le pouvoir les contrôlât étroitement (leur président était nommé par l'administration). Elles jouèrent un rôle important dans le processus qui mena, une quinzaine d'années plus tard, à l'émergence des premiers syndicats. Mais dans le même temps, le pouvoir faisait la chasse à toutes les formes déviantes d'association (comme les chambrées); même les cafés et cabarets étaient placés sous surveillance. Autre mesure passablement démagogique, les biens des Orléans furent nationalisés en janvier 1852.

Finalement un nouveau **plébiscite** eut lieu à l'automne, avec cette question: « Voulez-vous que l'Empire soit rétabli? ». Ce fut un nouveau succès, entaché cependant d'un fort taux d'abstention (20%). Finalement, le 2 décembre 1852, **l'Empire fut juridiquement rétabli**; le chef de l'État prit le nom de Napoléon III. Pour le reste, la constitution de 1852 demeura en vigueur. Il n'y eut pas de sacre: l'Empire n'était pas une monarchie catholique; ni de couronnement: le Pape refusa de venir à Paris, et un simple archevêque eût fait un contraste désagréable avec le couronnement de l'oncle.

### Conclusion.

La République était morte; en réalité, depuis longtemps elle était en coma dépassé. Elle avait duré quatre ans et demi, mais le rétablissement de l'Empire ne fut que le coup final, après les Journées de Juin, l'élection présidentielle de décembre 1848 et le coup d'État du 2 décembre 1851. On peut penser qu'elle est morte « **d'un héritage d'identité trop lourd et trop complexe** » (selon la formule de F. Furet): autrement dit, trop de personnes, et trop différentes, avaient placé en elles leurs espoirs ou avaient essayé de s'en servir; ils avaient eu des raisons communes, négatives, d'en finir tous ensemble avec la monarchie de Juillet, mais sur le positif, sur l'avenir, personne n'était d'accord. De plus, les souvenirs liés à la première République étaient trop présents et trop contrastés à la fois pour qu'elle pût servir de modèle. Parmi les républicains "de la Deuxième", « on trouv[ait] des girondins, des montagnards, des babouvistes, des admirateurs de la grande République américaine » (Furet)... et bien trop d'authentiques royalistes, ralliés faute de mieux au régime. Pour certains la République n'avait de sens que si elle était progressiste, sociale (une minorité de ceux-là ajoutait: et révolutionnaire); d'autres n'acceptaient une République qu'à condition qu'elle maintînt l'ordre et garantît la pérennité des structures économiques et sociales. Entre les uns et les autres, juin 1848 avait creusé un fossé infranchissable. Le seul acteur politique qui avait un projet et une stratégie, **Louis-Napoléon Bonaparte, finit par arbitrer ces luttes** qui étaient largement des répétitions des conflits passés, même si l'extrême-gauche était déjà en train d'abandonner les vieilles problématiques du sans-culottisme pour celles du socialisme.

Il est certain que **la deuxième République est morte** également **de l'élection du Président au suffrage universel**: sans la catastrophe de décembre 1848, elle aurait sans doute tenu, cahin-caha, et aurait peut-être fini par s'imposer, tout au moins par la force de l'habitude et du conformisme; après tout la IIIe, née dans des circonstances bien plus difficiles encore, a duré soixante-dix ans. Mais en 1848 le peuple n'était pas mûr pour voter au niveau national. En réalité, **la République est morte de l'indifférence de la majorité**. Les Français, je l'ai dit, n'étaient pas véritablement républicains en 1848; après deux mois d'illusion lyrique, la déception l'emporta: seule une minorité continua à tenir au régime, à le défendre. **La IIe République fut une République sans citoyens...** Déçue, l'opinion ne redevint pas pour autant monarchiste: à vrai dire les impôts, la situation économique et la possibilité de voter l'intéressaient beaucoup plus que la forme des institutions à proprement parler. La dérive réactionnaire du régime n'arrangea rien: entre un Thiers républicain et un Thiers ministre de Louis-Philippe, où était exactement la différence? Dans ces conditions **la France se laissa manœuvrer par le premier démagogue venu, et il se trouva que ce n'était pas un républicain**. Blanqui n'avait pas eu tort: les républicains engagés, les républicains de passion allaient effectivement, s'ils voulaient en finir avec les monarchies, devoir éduquer les Français à la République. Encore leur fallait-il revenir au pouvoir: il y mirent vingt-cinq ans.